

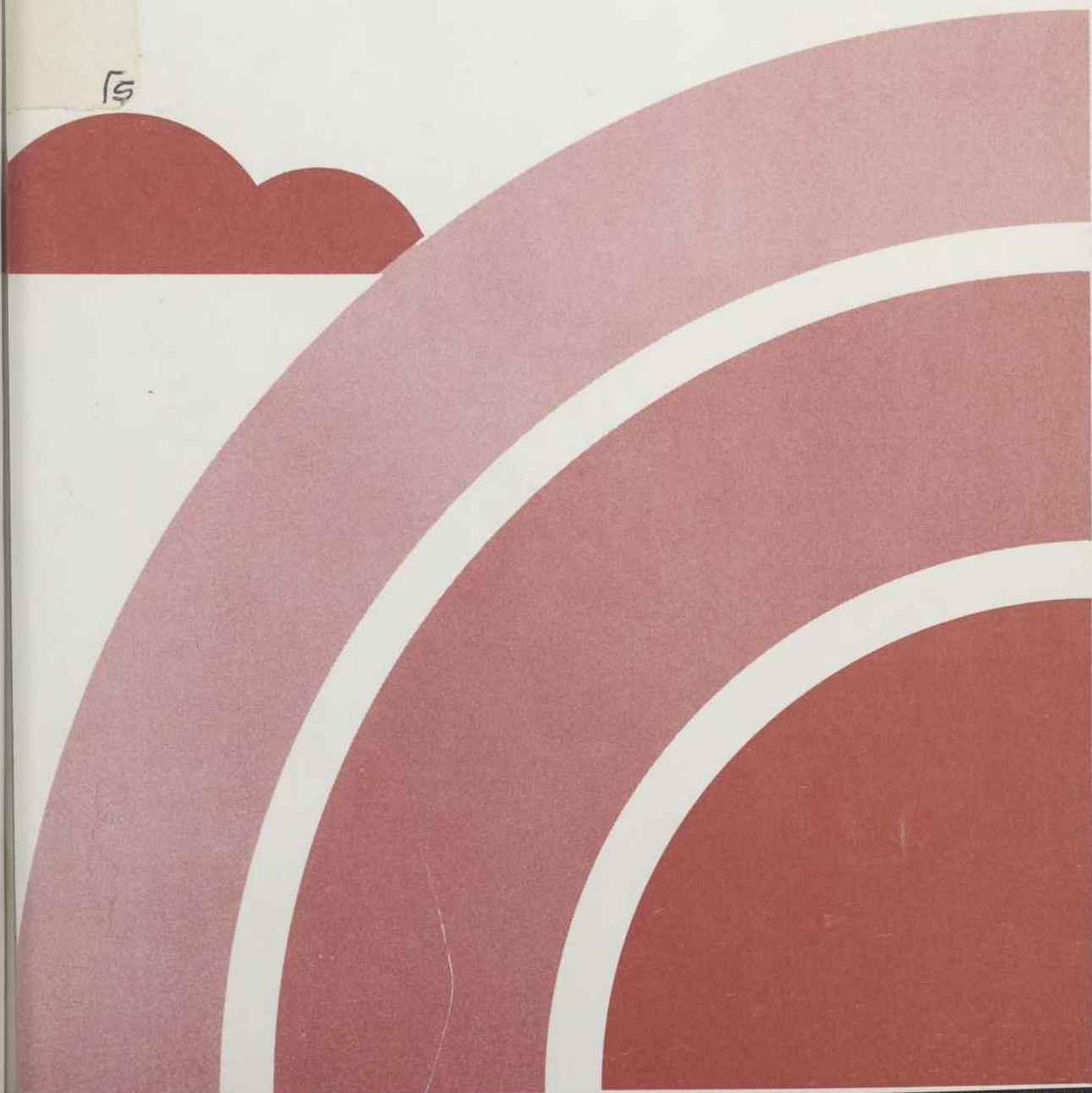
bulletin de la société de philosophie du québec



volume V, numéro 4

R
254

15



Dir
Com

Le
d'a
les

Pré

ler

2e

Sec

Sec

Tré

Pré

Rep
rég

Sia

Bulletin
de la
Société de Philosophie du Québec

Directeur : Claude Panaccio
Comité de rédaction : Marc Chabot (Cégep F.-X. Garneau)
Claude Gagnon (Cégep Edouard-Montpetit)
Gilles Gauthier (étudiant, Ph.D., U.Q.T.R.)
Robert Nadeau (U.Q.A.M.)

Le Conseil d'administration du Bulletin est constitué par le Conseil d'administration de la Société de Philosophie du Québec, qui comprend les personnes suivantes:

Président : Georges Legault (Cégep Bois-de-Boulogne)
1er Vice-président : Maurice Gagnon (U. de Sherbrooke)
2e Vice-président : Alain Lallier (Cégep de Trois-Rivières)
Secrétaire : Reynald Valois (U. Laval)
Secrétaire-adjoint : Jacques Ruelland (U.Q.A.M.)
Trésorier : Sheila Mullett (U. Concordia)
Président sortant : Raymond Brouillet (U. Laval)

Représentants régionaux : Josiane Ayoub (Cégep Vieux-Montréal)
Gilles Boudrias (Cégep de Sherbrooke)
Corinne Gallant (U. de Moncton)
Théodore Geraëts (U. d'Ottawa)
Louis Hallé (Cégep Lévis-Lauzon)
Georges Héjal (U. de Montréal)
Guy Lafrance (U. d'Ottawa)
Raymond Lemieux (Cégep de Rimouski)
Patrick MacDonald (U. de Sherbrooke)
Claude Panaccio (U.Q.T.R.)
René Pellerin (Collège Laflèche)
Rémi Sabbagh (Cégep de Chicoutimi)
Roger Savoie (Cégep de St-Laurent)
André Vidricaire (U.Q.A.M.)

Siège Social : 2910 Edouard-Montpetit
Montréal, Québec.

Imprimé à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Info	- A
- C	- D
- L	- P
- La	- L
- No	-
Docum	- Ec
- la	- De
- da	-
Contr	- Ay
- su	- Hé
- po	- Mu
Index	-

Bulletin
de la
Société de Philosophie du Québec

Volume V, numéro 4
Décembre 1979

SOMMAIRE

Informations:	PAGES
- Activités de l'Automne 1979	4
- Colloques et congrès à venir	16
- Du côté des revues	20
- Publications récentes	27
- Livres et Auteurs québécois	30
- Plans-cadres locaux	32
- La philosophie au cégep: une révision en perspective	33
- Nouvelles des départements et des régions	34
 Documents:	
- Echange de lettres (entre le président de la S.P.Q. et le Ministre de l'Education).....	36
- Desbiens, Jean-Paul: Le rôle des coordonnateurs dans l'enseignement collégial	40
 Contributions:	
- Ayoub, Josiane: A propos de la loi no 24 sur le Conseil des collèges	48
- Hébert, Robert: Philosophies, nationalités: pour un traitement géotopique	52
- Murphy, Allan: Hommage à Herbert Marcuse	57
Index du volume V du <u>Bulletin</u>	75

INFORMATIONS

ACTIVITES DE L'AUTOMNE 1979

La session d'automne a été, pour les philosophes québécois, particulièrement prolifique. Les rubriques "Du côté des revues" et "Publications récentes" (infra pp. 20-29) donneront, comme d'habitude, un aperçu de la production écrite. La bibliographie des articles philosophiques parus dans les quotidiens québécois au cours de 1979 sera publiée dans le numéro 2 du volume VI du Bulletin. On y trouvera aussi une liste des thèses et mémoires soutenus pendant l'année.

Mais il n'est sans doute pas inutile, pour les historiens futurs comme pour les curieux d'aujourd'hui, d'amorcer d'abord une rétrospective des activités orales publiques: les colloques et les conférences. Nos informations à ce sujet sont incomplètes, mais elles fournissent tout de même, croyons-nous, une image assez fidèle de ce qui se passe; elles permettent en tout cas d'identifier les principales questions en discussion ainsi que les intérêts de recherche d'un bon nombre de collègues.

*

*

*

LA QUESTION NATIONALE

Rappelons d'abord le quatrième colloque interdisciplinaire de la S.P.Q., tenu à l'Université Laval les 29 et 30 septembre derniers sur le thème "La question nationale".

Le programme comportait quatre tables-rondes:

1) L'idée de nation

participants: - Gilles Bourque (sociologie, U.Q.A.M.)
 - Nicole Frenette (sociologie, U.Q.A.M.)
 - Jean-Jacques Simard (sociologie, Laval; M. Simard
 a remplacé Fernand Dumont qui avait
 dû se désister pour raisons de santé)

2) Nation et souveraineté politique

participants: - André Paradis (philosophie, U.Q.T.R.)
 - André Vachet (sc. politiques, Ottawa)
 - John Trent (Directeur général de la Fédération
 canadienne des sciences sociales)

3) Nation québécoise et souveraineté politique

- participants: - Jacques-Yvan Morin (Ministre de l'Education du Québec)
 - Claude Forget (Député libéral à l'Assemblée Nationale)
 - Gérard Bergeron (sc. politiques, Laval)

4) Le nationalisme, les droits des minorités et les droits de la personne

- participants: - Charles Taylor (philosophie, Oxford)
 - Georges A. Legault (philosophie, Sherbrooke)
 - Yves-Etienne de Callières (philosophie)

La responsabilité du colloque avait été confiée à un comité de la S.P.Q. dirigé par Raymond Brouillet de l'Université Laval.

La S.P.Q. remercie vivement l'Université Laval et particulièrement la Faculté de Philosophie de leur précieuse collaboration dans l'organisation de cette activité, qui fut, tant par la quantité de l'assistance que par la qualité des discussions, un indéniable succès. La publication des actes est en préparation chez Bellarmin.

*

*

*

TRAGIQUE ET TRAGEDIE

Juste avant le colloque de la S.P.Q., s'était tenu, du 22 au 28 septembre à l'Université de Montréal, un important colloque organisé par le département de philosophie et le Programme de littérature comparée de l'Université de Montréal sur le thème: "Le tragique et la tragédie dans la tradition occidentale". On sait que ce thème a, pendant quelques années, retenu l'attention d'un groupe de recherches dirigé par Pierre Gravel et Timothy Reiss. Ce sont ces deux mêmes professeurs qui étaient responsables du colloque.

La liste des conférences présentées est impressionnante:

- Pierre Gravel (U. de M.) : Théorie et tragédie
- Michel Serres (Paris I) : Le tragique
- Charles P. Segal (Brown) : Logos and Mythos: Language, Appearance and Reality in Greek Tragedy and Plato
- Jean-Pierre Vernant (Collège de France) : titre non publié

- Pietro Pucci (Cornell) : Euripides: Discourses and Seeds
- Jean-Paul Audet (U. de M.) : Sagesse et tragédie: autour du déclin de la tragédie grecque
- Gerald Else (Michigan) : Persuasion and the Work of Tragedy
- Brian Vickers (Zürich) : Reciprocity in Shakespearian Tragedy
- Michel Tibon-Cornillot (Paris X) : Spectres et esprits dans les tragédies de Shakespeare
- Judd D. Hubert (California-Irvine) : The Text as Theatricality in King Lear and Macbeth
- Ninian Mellamphy (Western Ontario) : The Rest Is Silence: Inconclusiveness and catharsis in Jacobean Tragedy
- Max Vernet (Queen's) : Molière tragique
- Michel Deguy (Paris III) : Marivaux tragique?
- Philippe Lacoue-Labarthe (Strasbourg II) : Sur l'Antigone de Hölderlin
- Cyrus Hamlin (Toronto) : Tragedy and Modernity: Hölderlin and the Theory of Modern Tragedy
- Jean-François Courtine (CNRS) : Le Concept du tragique: l'enjeu de l'interprétation de la tragédie grecque à l'aube de l'idéalisme allemand
- Claude Lévesque (U. de M.) : Le Pas tragique: Blanchot/Bataille
- Michel Larivière (Ecole Freudienne de Paris) : L'Imposture psychanalytique
- George Szanto (McGill) : The Nostalgic Silliness of Tragedy
- Jean-François Peyret (Caen) : Brecht et la question du tragique
- Thomas Pavel (Ottawa) : L'organisation sémantique de la tragédie
- Timothy J. Reiss (U. de M.) : Mimesis et représentation ou, du tragique au politique; essai de synthèse

Le programme comportait aussi une table-ronde qui réunissait François Leroux (Cégep Edouard-Montpetit), Jocelyne Ouimet (Cégep Ahuntsic), François Pageau (Cégep Marie-Victorin) et Georges Roque (U. de M.)

★

★

★

LES SCIENCES ET LES LETTRES AU DIX-SEPTIEME SIECLE

Octobre n'est pas aussitôt commencé que le Programme d'Histoire et de Philosophie des Sciences de l'Université McGill et le Département d'Etudes Françaises de l'Université de Montréal tiennent à McGill un autre colloque sur "Les sciences et les lettres au dix-septième siècle" (3-4 oct.).

Neuf conférences y furent présentées:

- Bernard Beugnot (U. de M.) : Science et rhétorique au dix-septième siècle. Le discours scientifique en quête d'autonomie
- Roger Zuber (Nanterre) : De Peiresc à Perrault. De vrais, de faux savants?
- V. et R. Miller (Huron College) : Descartes' Science and Descartes' Style. Problems Posed by the Translation of the Principles of Philosophy.
- François De Gandt (Paris) : Tradition, nouveauté et conscience historique chez un savant du dix-septième siècle: l'exemple de Képler
- William Shea (McGill) : Fontenelle's Plurality of the Worlds: Science and Scientific Entertainment
- Bryan Gooch (Victoria) : Order is Heaven's First Law: Literature, Music and Science in Late Seventeenth Century England
- A. Babolin (Perugia) : Science and Religious Beliefs in the Cambridge Platonists
- François Duchesneau (U. de M.): Les formes du principe de finalité dans les sciences de la nature selon Leibniz
- George Grinnell (MacMaster) : From Thomism to Newtonianism in the Theological Substructure of French Enlightenment Drama

Le colloque s'est terminé par une table-ronde animée par François De Gandt (Paris) et Jean-Claude Guéron (U. de M.).

*

*

*

L'HOMME NOUVEAU

On revient à Québec les 6 et 7 octobre pour une rencontre avec "l'élite de l'ésotérisme au Québec": le "Deuxième symposium de l'homme nouveau", organisé au Cégep Sainte-Foy par le service Deshaies et Michaud Plus Inc. avec la collaboration des éditions de Mortagne.

Voici la liste des conférences présentées:

- Jean-Louis Victor : La mutation de l'homme nouveau
- Huguette Kirsig : L'étrange fin du XXe siècle et l'homme nouveau
- Alex Tanous : La relation entre le corps et l'esprit dans la parapsychologie
- Placide Gaboury : La vie surconsciente
- Jacques Languirand : La pensée alternative et la sagesse traditionnelle

Le symposium s'est terminé, comme il se devait, par un panel des cinq conférenciers suivi d'une "chaîne énergétique avec tous les participants".

*

*

*

QU'EST-CE QUE PROUVER SCIENTIFIQUEMENT?

Vers le même moment à Trois-Rivières, le département de philosophie de l'U.Q.T.R. invitait les autres professeurs de l'institution à s'interroger avec lui sur la question "qu'est-ce que prouver scientifiquement?", à l'occasion du premier colloque d'épistémologie de l'U.Q.T.R., tenu du 10 au 12 octobre.

Il s'agissait essentiellement d'un colloque d'animation interne visant à stimuler la réflexion épistémologique dans l'ensemble du corps professoral. Le résultat fut remarquable: physiciens, économistes, linguistes, historiens, littéraires, sociologues, psychologues, théologiens et philosophes y ont, pendant deux jours, confronté leurs conceptions et leurs évaluations des diverses procédures de validation sur lesquelles repose aujourd'hui le savoir scientifique.

La conférence d'ouverture fut prononcée par Robert Nadeau (philo., U.Q.A.M.) sur le thème: "Problématique de la preuve en épistémologie contemporaine".

Les autres communications venaient toutes de professeurs de l'U.Q.T.R. et se répartissaient de la façon suivante:

1) La preuve en sciences physiques

- J.N. Kaufmann (phil.) : Les trois niveaux de la preuve dans les sciences empirico-formelles
- Adel Antippa (physique) : Perspectives sur la preuve en physique
- T.K. Bose (physique) : Point de vue d'un expérimentaliste

2) La preuve en sciences sociales

- Claude Savary (phil.) : Scientificité et preuve dans les sciences humaines
- Victor Souline (maths) : Doit-on considérer les sciences humaines comme des sciences?
- Paul Gagné (phil.) : Le matérialisme historique comme instrument d'analyse et d'unification des sciences sociales
- Bryan Barton (économie) : Objectivité et idéologie dans les sciences sociales
- Bernard Vermot-Desroches (économie) : Preuve et hypothèse en économie

3) La preuve dans les sciences du langage

- Claude Panaccio (phil.) : La preuve en linguistique
- Gilles De Lafontaine (français) : Preuve et critique littéraire
- Denis Tremblay (français) : La preuve linguistique a-t-elle besoin de la preuve philosophique?

4) La preuve en psychologie

- Richard Hould (psycho.)
et Marc Provost (psycho.) : L'explication en psychologie; notes et contre notes

5) Contributions diverses

- Louis Laurencelle (sc. de) : La démonstration scientifique est peu convaincante
- Arthur Métayer (théologie) : La preuve scientifique des "pistémologiens"

Des démarches sont actuellement entreprises pour conduire à la publication des actes de ce colloque.

★

★

★

TEXTE ET INSTITUTION

Déjà la fin octobre: du 25 au 27 à l'U.Q.A.M., c'est le deuxième colloque "Discours et histoire", intitulé cette fois: "Texte et institution". Son prédécesseur, on s'en souviendra peut-être, avait eu lieu en novembre 1977; les actes viennent d'ailleurs d'être publiés sous la direction de Georges Leroux (voir infra rubrique "Publications récentes"). Organisé par les départements d'Etudes littéraires et de Philosophie de l'U.Q.A.M., le colloque atteignait cette année des dimensions internationales encore plus marquées. De neuf conférenciers en 1977, on est passé à trente, dont douze venaient de l'extérieur du Québec.

Voici d'ailleurs la liste complète des conférences réparties par séances:

1) Idéologies et dispositifs textuels

- E. Laclau (Essex) : Les caractéristiques du discours populiste latino-américain
- M. Pêcheux (Paris) : Vous avez bien dit "propagande"?
- E. de Ipola (Mexico) : Discours populiste et idéologie
- G. Raulet (Paris) : De la subversion du texte à la subversion réelle.
L'herméneutique chez Ernst Bloch

2) Problèmes d'analyse des idéologies

- J.G. Meunier (U.Q.A.M.) : La production idéologique
- C. Panaccio (U.Q.T.R.) : L'analyse des textes évaluatifs
- E. Veron (Paris) : Les lieux discursifs de l'idéologie

3) Histoire et récit historique

- L. Orr (Yale) : La constitution du discours historique: le cas de la Révolution française
- J.J. Courtine : Mémoire et discours

- F. Gaillard : La fiction du tout. La totalisation en matière d'analyse du discours

4) Texte et pragmatique

- F. Gadet (Paris) : Les théories transformationnelles génératives face à la matérialité du discours
- D. Vanderveken (U.Q.T.R.) : La pertinence d'une théorie formelle du discours pour les fondements de la sémantique
- F. Latraverse (U.Q.A.M.) : La référence textuelle
- I. Bellert : Cohérence et contradiction

5) Fondements sémantiques de l'idéologie

- P. Maranda (Laval) : L'appropriation sociale de la logique
- A. Turmel (Laval) : Syntaxe et logique sociale
- A. Gendreau (Laval) : L'espace sémantique de l'idéologie picturale à Charlevoix

6) Institution et discours juridique

- J.P. Brodeur (Montréal) : Le verbe "dealer" (de l'anglais: "to deal")
- D. Brunelle (U.Q.A.M.) : Droit de propriété et pratique capitaliste

7) Institution et discours psychanalytique

- P. Mahony (Montréal) : L'institution psychanalytique et la tyrannie textuelle
- C. Lévesque (Montréal) : Histoire de l'oeil: une scène primitive
- F. Peraldi : Le discours psychanalytique vs l'appareil de pouvoir psychiatrique
- J.M. Rey (Paris) : Freud et l'histoire du mouvement psychanalytique

8) Discours et constitution du texte

- M. Van Schendel (U.Q.A.M.): Problèmes de constitution du texte
- D. Saint-Jacques (Laval) : Le texte paralittéraire et l'institution littéraire
- H. Ruprecht (Ottawa) : Regard sémiotique sur Le Devoir manipulateur: mise en texte et mise en page
- W. Godzich (Minnesota) : Emergence de la prose en tant que discours véridique
- T. Reiss (Montréal) : La science acquiert ses lettres: la constitution baconnienne du discours rationnel
- M. Shell (Montréal) : Le Scarabée d'or
- L. Marin (Suny) : L'inscription de la mémoire du roi à propos de l'histoire métallique de Louis XIV

*

*

*

LA SOCIÉTÉ DE PHILOSOPHIE DE MONTREAL

Il n'y a pas que des colloques: plusieurs organismes ou associations offrent un peu partout des séries de conférences en philosophie. C'est à ce chapitre sans doute que nos informations sont le plus déficientes. Mais on ne saurait en tout cas passer sous silence les activités de la doyenne de nos sociétés de philosophie: la Société de Philosophie de Montréal, présidée cette année par Roger Savoie du Collège Saint-Laurent.

Ses rencontres ont eu lieu hebdomadairement le mardi soir au Pavillon Lionel-Groulx de l'Université de Montréal à l'occasion des conférences et des panels suivants:

- 25 septembre : Michel Serres (Paris I): Le Banquet de Platon
- 2 octobre : Normand Beaudoin: Structure et langage musical
- 9 octobre : Panel: Le Livre blanc et l'enseignement de la philosophie

participants: - Josiane Ayoub (U.Q.A.M.)
 - Jean-François Martineau (Ahuntsic)
 - Robert Nadeau (U.Q.A.M.)

- 16 octobre : Panel: la pragmatique
participants: - François Latraverse (U.Q.A.M.)
- Michel Pâquet (Coll. de Maisonneuve)
- Louise Poissant (Coll. Saint-Laurent)
- 23 octobre : Débat autour de l'enseignement de la philosophie avec Jacques Derrida (E.N.S., Paris)
- 30 octobre : Charles Taylor (Oxford): Théories de la signification
- 6 novembre : Panel: La philosophie dans la rue
participants: - Alain Chevrette (Coll. de Sherbrooke)
- Pierre Girouard (Coll. de Sorel)
- Jacques Marchand (Coll. de Saint-Laurent)
- 13 novembre : Panel: Psychanalyse: théorie et pratique
participants: - Lise Monette (U.Q.A.M.)
- Jean-A. Nisole (U. de Sherbrooke)
- François Péraldi (U. de Montréal)
- 20 novembre : Daniel Charles (Paris VIII): John Cage et l'an-archie
- 27 novembre : Claude Panaccio (U.Q.T.R.): Attitudes propositionnelles et sciences humaines

*

*

*

Il y aurait encore beaucoup à dire.

A Trois-Rivières, le Cercle Gabriel Marcel a poursuivi ses activités par quatre rencontres:

- 24 septembre : "Le réel et le fantastique" avec la participation de MM. Claude Brouillette, Gaétan Brulotte et Négovan Rajic
- 8 octobre : "Hannah Arendt et le totalitarisme", conférence de M. Benoît Lemaire
- 5 novembre : "L'art, pour quoi faire?", avec la participation de Mme Monique Mercier et MM. Gilles Desaulniers, Michel Dus-sault, Jean-Marc Gaudreault et René Lord
- 5 décembre : "Connaissez-vous l'Islam?", avec la participation de Mme Aziza Blili et de MM. Mario Forget et Omrane El Gharbi.

*

*

*

Le département de philosophie de l'U.Q.A.M., pour sa part, recevait deux conférenciers dans le domaine de la psychanalyse:

- Michèle Montrelay (psychanalyste): La Solitude
- Jacques Gagey (Paris VII): De la théorie psychanalytique comme référence des pratiques analytiques

M. Maurice Lagueux, de l'Université de Montréal, a également donné à l'U.Q.A.M. une série de trois exposés sur la théorie économique de Marx.

*

*

*

A l'Université de Montréal, le vice-rectorat à la recherche organisait du 10 octobre au 14 novembre une série de conférences intitulée: "Il y a 100 ans ... Albert Einstein". On a pu y entendre successivement: Jean Leray (deux fois), Pavel Winternitz, Brigitte Schroeder, Georges Michaud et Jean-Claude Guéron.

*

*

*

L'Institut d'études médiévales de l'Université de Montréal reprenait à cette session-ci l'expérience d'un séminaire public et non crédité destiné à tous ceux qu'intéresse la recherche sur le Moyen Age. Y furent présentés les exposés suivants:

- Claude Gagnon : Problèmes d'édition critique d'un texte alchimique, le Livre des figures hiéroglyphiques attribué à Nicolas Flamel
- Marthe Faribault : L'édition critique d'un livre de recettes médicales, le Réceptaire de Jean Sauvage (XIV^e s.)
- Diane Saint-Jacques-Côté: Analyse d'une représentation théâtrale: le Mistère joué à Mons en 1501
- Lucille Guilbert : L'analyse des contes d'animaux: Du Roman de Renart au répertoire de Madame Benoît Benoît.

*

*

*

Signalons encore que la série de conférences offerte par le service de l'éducation des adultes du Collège Edouard-Montpetit fut inaugurée le 10 octobre par notre collègue Claude Gagnon qui y parla de "L'amour conjugal contre l'amour scortatoire".

*

*

*

Déjà fort révélatrice, cette énumération demeure certainement incomplète. Aussi invitons-nous notamment les organismes et individus concernés à nous faire parvenir régulièrement les informations les plus complètes possibles sur leurs activités philosophiques publiques.

C.P.

COLLOQUES ET CONGRES A VENIR

VIIe CONGRES DE LA S.P.Q.

DATES : 14-16 mai 1980 (dans le cadre du 48e Congrès de l'ACFAS)

LIEU : Université Laval, Québec

Date limite pour l'inscription d'une communication à l'ACFAS: 18 janvier

Ceux qui ne seraient pas en mesure de respecter cette date devraient prendre contact le plus tôt possible avec M. Robert Plante, doyen de la Faculté de Philosophie de l'Université Laval et responsable de l'organisation du Congrès de la S.P.Q.

Tous les membres de la S.P.Q. et tous les philosophes québécois sont cordialement invités à participer à ce Congrès en y présentant une communication ou simplement en venant prendre part aux discussions. Comme chaque année, l'Assemblée générale aura lieu dans le cadre du Congrès (vraisemblablement le 15 mai).

*

*

*

L'ASSOCIATION CANADIENNE DE PHILOSOPHIE. CONGRES ANNUEL

DATES : 2-6 juin 1980 (dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes)

LIEU : Université du Québec à Montréal

Pour inscrire une communication en français, il faut en envoyer le texte avant le 29 février au responsable de la partie francophone du programme:

M. Jean-Guy Meunier
Département de philosophie
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888
Montréal
H3C 3P8

Il y aurait de toute façon lieu pour ceux qui ont l'intention de soumettre une communication d'en prévenir M. Meunier le plus tôt possible.

*

*

*

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HISTOIRE ET PHILOSOPHIE
DES SCIENCES. CONGRÈS ANNUEL

DATES : 5-7 juin 1980 (dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes)

LIEU : Université du Québec à Montréal

Pour inscrire une communication, il faut, avant le 15 janvier 1980, envoyer en trois exemplaires un résumé d'une page dactylographiée à double interligne à:

M. François Duchesneau
Département de philosophie
Université de Montréal
C.P. 6128, Succ. "A"
Montréal, Qué.
H3C 3J7

Les organisateurs proposent une liste (non-exhaustive) de sujets possibles:

- sciences et techniques au Canada
- science, pseudo-science et non-science
- sciences et contextes nationaux: études comparées
- problèmes épistémologiques de l'histoire des sciences

*

*

*

CONGRÈS DE L'AMERICAN PHILOSOPHICAL ASSOCIATION

1) Division Est

DATES : 27-30 décembre 1979

LIEU : Sheraton Centre, New York City

Informations: Prof. Ernest Sosa
 Department of Philosophy
 Brown University
 Providence, RI 02912

2) Division du Pacifique

DATES : 27-29 mars 1980

LIEU : Golden Gateway Holiday Inn, San Francisco, Cal.

Informations: Prof. Oliver Johnson
 Department of Philosophy
 University of California
 Riverside, CA 92502

3) Division Ouest

DATES : 24-26 avril 1980

LIEU : Detroit Radisson Cadillac, Detroit, Mich.

Informations: Prof. Susan Nicholson
 Department of Philosophy
 Chatham College
 Pittsburgh, PA 15232

N.B.: Les dates limites pour la soumission d'une communication à l'une ou l'autre de ces rencontres sont passées. Mais il est encore temps de s'inscrire comme participant pour les congrès de San Francisco et de Détroit.

*

*

*

THE FIFTH MID-ATLANTIC STATES CONFERENCE ON PATRISTIC,
 MEDIAEVAL, AND RENAISSANCE STUDIES

DATES : 3-5 octobre 1980

LIEU : Villanova University, Villanova, Pa.

Informations: Dr Thomas A. Losoncy
 or Rev. Joseph C. Schnaubelt, O.S.A.,
 PMR Conference
 Villanova University
 Villanova, PA. 19085

La date limite pour l'inscription d'une communication est le 1er mars 1980. Il s'agit pour ce faire d'envoyer en deux exemplaires un résumé d'une page dactylographiée à double interligne à l'adresse indiquée ci-dessus.

*

*

*

Ve COLLOQUE INTERDISCIPLINAIRE DE LA S.P.Q.

DATES : Octobre 1980 (dates à préciser)

LIEU : U.Q.T.R., Trois-Rivières

THEME : Sciences et idéologies

L'organisation de ce colloque a été confiée par le Conseil d'administration de la S.P.Q. à l'équipe de recherche sur les idéologies dirigée par Claude Savary de l'U.Q.T.R.

Des informations plus détaillées seront publiées ultérieurement dans le Bulletin.

DU COTE DES REVUES

Les Cahiers de Cap-Rouge

Le numéro 2 du volume 7 est, sous le titre "Le frère Untel vingt ans après", entièrement consacré à Jean-Paul Desbiens. En plus de trois textes de M. Desbiens lui-même, on y trouve des articles de: Lucien Pouliot, Bruno Hébert, Martin Blais, René Pageau, Claude Légaré et Armand Garneau.

Carrefour

La Société de Philosophie de l'Outaouais vient de lancer sa propre revue de philosophie, Carrefour. Dirigée par Léo-Paul Bordeleau de l'Université d'Ottawa, la revue entend "promouvoir et vivifier un certain régionalisme philosophique" (p. 3). Aussi ne s'adresse-t-elle pas exclusivement aux professionnels de la philosophie, mais plus largement "aux gens de la région intéressés au monde des idées" (p. 4).

Au sommaire du volume I, numéro 1 (premier semestre 1979):

- Bordeleau, Léo-Paul : Présentation
- Laflamme, Simon : Sur la philosophie (introduction)
- Bazan, Carlos : Justice et inégalité entre les nations
- Dufresne, Jacques : Le dualisme canado-québécois ou la fin des revendications
- Bergeron, Gérard : Le supplice de la question
- Beaudoin, Gérald : Nouvelles réflexions sur le référendum
- Mellos, Koula : Chômage et crise du capitalisme
- Bordeleau, Pierre et Stella Burman : Document: la CSN, le chômage, l'Outaouais
- Charette, Léon : Le chômage et les fins du pouvoir politique
- Lafrance, Guy : Réflexions sur nos idéologies politiques
- Morris, Christopher : L'idée de la souveraineté-association

- Pelletier, Pierre : La pratique irréductible
- Mendenhall, Vance : L'art, la culture, la politique: en marge du kitche quotidien
- Bouchard, Roch : Krishnamurti Zen

Pour plus d'informations sur cette nouvelle revue, s'adresser à:

Carrefour
90 Wilbrod
Ottawa, Ontario
K1N 6N5

Considérations

Sommaire du volume 2, numéro 2 (février 1979):

- Godin, Guy: Considérations sur la communication
- Danek, Jaromir: Dialogue ontologique et ses dépassements métaphysiques: Spinoza
- Tremblay, Pierre-C.: De la notion de culture
- Beaudry, Jacques: Coulée épigraphique

Sommaire du volume 2, numéro 3 (juin 1979):

- Beaudry, Jacques: Discours idéologique et dialectique du culturel
- Lamy, Laurent: De la divination, de la médiation (lecture de Brisson)

Dialogue

Sommaire du vol. XVIII, no 3 (sept. 1979):

- Smith, Nicholas O.: Knowledge by Acquaintance and 'Knowing What' in Plato's Republic
- Gosselin, Phillip D.: Is There a Freedom Requirement for Moral Responsibility?
- Panaccio, Claude: L'explication en grammaire transformationnelle

- Roy, Jean: En guise d'introduction à l'utopie
- Slater, B.H.: Singular Subjects
- McCarthy, Michael H.: Kant's Application of the Analytic/Synthetic Distinction to Imperatives
- Dewan, Lawrence: St-Thomas, Ideas, and Immediate Knowledge
- Blais, Michel, Yvon Gauthier et Serge Robert: Discussions: Logique au Québec
- Stairs, Allen: Rosenberg, Rules and Regularities

La petite revue de philosophie

Encore une nouvelle revue, publiée celle-ci par des professeurs du Collège Edouard-Montpetit dans une présentation matérielle qui n'a rien à envier aux périodiques scientifiques les plus honorables. Le Comité de rédaction est composé de MM. Pierre Aubry, Claude Gagnon, Claude Giasson et Réal Rodrigue.

Sommaire du vol. 1, no 1 (Automne 1979):

- Bataille, Gilbert: La "relation" dans l'oeuvre de Proust
- Thiriart, Philippe: Le triangle et l'esprit
- Boisseau, Jean: "As-tu un p'tit mille à placer?"
- Robard, Andrée: Le nucléaire et l'opinion publique
- Le Scouarnec, Jean-Louis: Les mots d'elle
- Cardinal, Jean-Paul: Aperçu sur l'ésotérisme
- Daoust, Jean-Paul: Le trou noir comme symbole/figure d'approche critique
- Rodrigue, Réal: Sauvages ou Civilisés
- Vincent, Nicole: Les frustrés 2
- Beausoleil, Claude: Un travail de critique fictionnelle
- Ruelland, Jacques G.: A propos de Thomas More

Pour informations supplémentaires, s'adresser à:

La petite revue de philosophie
 Secrétariat général
 Collège Edouard-Montpetit
 945 Chemin de Chambly, Longueuil. J4H 3M6

Phi Zéro

Sommaire du vol. 8, no 1:

- Paré, André: Hölderlin et le sens (du) tragique
- Ruelland, Jacques G.: La construction de l'objet en sciences dans l'épistémologie de Gaston Bachelard (II)
- Thérien, Serge: La découverte d'un vrai penseur: Karl R. Popper

On trouve aussi dans ce numéro un index des articles parus dans PHI ZERO de février 1973 à mai 1979.

La Raison

Signalons la parution de trois nouveaux numéros de ce petit "Bulletin rationaliste de libre critique": les numéros 3, 4 et 5 du volume I (1979). "La Raison" y poursuit sa lutte contre "toute crédulité envers des révélations, les puissances occultes et les autres aspects du surnaturel, ou même toute complaisance à leur sujet" (vol. 1, no. 4, p. 18). Le numéro 5 est consacré au thème: "Le christianisme et la femme".

Ceux qui seraient intéressés à obtenir plus d'informations ou à établir des contacts personnels avec le groupe "La Raison" peuvent s'adresser à:

Bernard Larivière
Professeur de philosophie
Cégep de Saint-Jérôme
455 Fournier
St-Jérôme, Qué.
J7Z 4V2

Revue de l'enseignement de la philosophie au Québec

Le numéro 1 du volume 2 (Automne 1979) est en grande partie consacré aux actes du Mini-colloque de la Coordination Provinciale de Philosophie tenu à Québec en juin dernier sur le thème: "Pour une théorie de l'enseignement de la philosophie. Statut, fonction et nécessité d'une initiation à la pensée critique". On y trouve les textes des communications présentées au colloque, les comptes rendus des ateliers, ainsi que certains textes rédigés après le colloque en réaction à ce qui s'y était déroulé.

Sommaire du numéro:

- Ayoub, Josiane: Les objectifs de l'enseignement de la philosophie
- Pellerin, René: Compte rendu de l'atelier "A propos des objectifs"
- Legault, Georges: La définition des objectifs de l'enseignement institutionnel et obligatoire de la philosophie: Négociations et compromis
- Pellerin, René: "Professeur de philosophie", un euphémisme?
- Morin, Jacques-Yvan: Lettre à Georges Legault
- Legault, Georges: La formation fondamentale, nouvelle étape?
- Ranger, Philippe: Une initiation à la philosophie sans référence à l'histoire est-elle pensable?
- Gagné, Romain: Pour introduire l'idée de "chronique philosophique" comme enseignement de la philosophie au niveau collégial
- Saint-Jarre, Chantal: Fragments d'imaginaire philosophique
- Ranger, Philippe: Compte rendu de l'atelier "L'histoire ... le texte ... et les femmes"
- Chabot, Marc: Nouveaux fragments dédiés à l'assembleuse de notre imaginaire philosophique
- Théberge, Lise: Impressions
- Delorme, Andrée: De l'imaginaire au réel
- Apollon, Willy: Contrepoint aux fragments de Chantal Saint-Jarre
- Bélanger, Roland: Une initiation à la philosophie: un apport méthodologique indépendant de tout contenu?
- Blouin, Rodrigue: Science et rhétorique
- Gaboriau, Bertrand: Compte rendu de l'atelier "Méthodologie et rhétorique"
- Côté, Florian: Policiers disputant de Parménide
- Saint-Laurent, Claude: Ce que disent les titres
- Morissette, Jacques: Limites et effets d'une problématique de la vérité
- Bernier, Pierre: Compte rendu de l'atelier "De la vérité"
- Thibault, Serge: A propos d'une problématique dépassée

Pour toute information ou correspondance (ou pour obtenir les numéros antérieurs), s'adresser à:

Revue de l'enseignement de la Philosophie
a/s Alain Lallier
Collège de Trois-Rivières
3500 de Courval
Trois-Rivières, Qué.
G9A 5E6

Divers

Signalons encore quelques articles philosophiques récemment parus dans des revues qui ne sont pas spécialisées en philosophie:

- Chabot, Marc: "Le silence des hommes (ou...?)", in Le Temps fou, no 7 (sept., oct. nov. 1979), pp. 18-20.
- Chénard, Rosaire: "L'enseignement de la philosophie au collégial", in Le journal syndical des professeurs du Collège Lionel-Groulx, vol. 3, no 2 (oct. 1979), pp. 1-14 (cet article sera repris dans un des prochains numéros du Bulletin de la S.P.Q.).
- Fromm-Reichmann, F.: "Remarques sur la philosophie des troubles mentaux", in Interprétations, nos 22-23 (Aut. 1978 - Print. 1979), pp. 114-139.
- Montpetit, Raymond: "Loisir public et société à Montréal au XIXe siècle", in Loisir et société, P.U.Q., vol. 2, no 1 (1979).

L'ACFAS publie maintenant un Bulletin de l'ACFAS qui, en plus d'informations et de rubriques variées, diffusera "des textes plus étoffés sur des questions touchant l'actualité scientifique". Ce Bulletin paraîtra quatre fois par année. Le premier numéro est daté de l'été 1979.

L'ACFAS annonce du même coup qu'elle cessera de publier les Actes du congrès annuel et qu'elle lance une nouvelle collection, les Cahiers de l'ACFAS qui regrouperont en numéros thématiques des comptes rendus de colloques.

La revue Etudes françaises, éditée par les Presses de l'Université de Montréal, vient de publier un numéro thématique intitulé "Tragique et tragédie" et dirigé par Pierre Gravel du département de philosophie de l'Université de Montréal. Le Bulletin publiera sous peu le sommaire complet de ce numéro.

Le mouvement jovialiste, lancé par le philosophe André Moreau, a maintenant son journal: Les quatre jeudis. Le premier numéro est daté de juillet 1979 et compte 12 pages. Le rédacteur en chef est M. Jean-Serge Turcot.

Spirale, le nouveau "magazine culturel de Montréal" dirigé par Laurent-Michel Vacher, professeur de philosophie au Collège d'Achunsiac, comporte une chronique "Philosophie". Celle du numéro 2 (oct. 1979) est consacrée au livre de Serge Robert, Les Révolutions du savoir (texte de L.M. Vacher et interview avec Serge Robert). Le numéro 4 (déc. 1979) publie aussi une lettre de Robert Hébert, professeur de philosophie au Collège de Maisonneuve.

Une nouvelle revue, Synthèse des activités des associations au Québec, vient de paraître (le premier numéro est d'octobre 1979). Ses objectifs: diffuser toute information pertinente sur les activités des groupes et associations du Québec, par exemple sur les colloques, congrès, conférences etc... Pour plus d'informations, on peut s'adresser à: Revue Synthèse Inc., 445 St-François-Xavier, suite 11, Montréal. H2Y 2T1 (tél.: (514) 843-4633).

PUBLICATIONS RECENTES

Cette chronique vise à signaler les récentes publications en philosophie au Québec, ainsi que des ouvrages publiés ailleurs ou dans d'autres domaines par des philosophes québécois.

- Bersianik, Louky: Le Pique-nique sur l'Acropole, Montréal, VLB, 1979, 238 p. (\$10.95)
- Comité pédagogique de la Coordination provinciale de philosophie: Plans-cadres locaux, Document C.79-40, Mai 1979, 171 p. (Pour plus de détails, voir infra p. 32)
- DesRuisseaux, Pierre: Le Livre des expressions québécoises, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 278 p. (\$9.95)
- Fournier, Marcel: Communisme et anticommunisme au Québec, Laval, Ed. coopératives Albert Saint-Martin, 1979. (\$9.00)
- French, Stanley G. (éd.): Philosophers Look at Canadian Confederation/ La Confédération canadienne: qu'en pensent les philosophes?, Montréal, Stanley G. French éd., 1979. (\$5.00)

(Textes de: Leslie Armour, Maryann Ayim, Brenda Baker, Robert Binkley, David Braybrooke, Nathan Brett, Steven Burns, David Copp, Frank Cunningham, Steven Davis, Stanley G. French, Myrna Friend, Paul Gagné, David Gauthier, Dan Goldstick, Christopher Gray, Marsha Hanen, Bruce Hunter, Nicolas Kaufmann, Guy Lafrance, Georges Legault, Vincent Lemieux, Alistair MacLeod, William Mathie, Storrs McCall, Michael McDonald, Virginia McDonald, Jean-Guy Meunier, Serge Morin, Christopher Morris, Leslie Mulholland, Vincent di Norcia, André Paradis, Joseph Pestieau, Sheldon Richmond, Serge Robert, Stanley Bréhaut Ryerson, Francis Sparshott, Jack Stevenson, Charles Taylor, Leon Thiry, Robert Ware, Judith Wubnig).

- Gaboury, Placide: Le voyage intérieur, Montréal, Ed. de Mortagne, 1979, 254 p. (\$11.95)
 - Gagnon, Nicole et Jean Hamelin (éds): L'homme historien, Méthodes des sciences humaines, St-Hyacinthe, Ed. Edisem, 1979, 125 p. (\$7.25)
- (Textes de: A. Garon, J. Mathieu, J.C. Saint-Amant, M. Stewart, M. Vallières, N. Voisine).
- Grand'Maison, Jacques: Une foi ensouchée dans ce pays, Montréal, Leméac, 1979, 139 p. (\$6.95)

- Joos, Ernest (éd.): La scolastique: certitude et recherche, en hommage à Louis-Marie Régis, Montréal, Bellarmin, 1979, 150 p. (\$10.00)

(Textes de: Marie-Dominique Chenu, Etienne Gilson, Dominique Dubarle, Louis-Bertrand Geiger, Joseph Owens, Venant Cauchy, Ernest Joos, Charles Murin, Albert-M. Landry).
- Lafontant, Julien: Montesquieu et le problème de l'esclavage dans l'Esprit des lois, Sherbrooke, Ed. Naaman, 1979, 164 p. (\$10.00)
- Leroux, Georges (éd.): Discours et histoire, Textes des communications présentées au Colloque tenu les 10 et 11 novembre 1977, Montréal, Départements de philosophie de l'U.Q.A.M. et de l'U.Q.T.R., Cahiers Recherches et Théories no 19, 1979, 150 p.

(Textes de: Georges Leroux, Michel Van Schendel, Jules Duchastel, Guy Massicotte, Claude Panaccio, Régine Robin, Jean-Guy Meunier, Dominique Dubarle).
- Livres et auteurs québécois 1978, revue critique de l'année littéraire, Québec, Presses de l'Université Laval, 1979, 354 p. (\$10.00)
(Pour plus de détails, voir plus loin pp. 30-31).
- Lusignan, Serge: Préface au "Speculum Maius" de Vincent de Beauvais: Réfraction et diffraction, Montréal/Paris, Bellarmin/Vrin, Coll. "Cahiers d'études médiévales" no 5, 1979, 146 p. (\$9.00)
- Lyotard, Jean-François: Les problèmes du savoir dans les sociétés industrielles les plus développées, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil des Universités, Coll. Dossiers no 1, 1979, 121 p.; repris sous le titre: la Condition postmoderne, Paris, Ed. de Minuit, 1979, 109 p. (\$8.95)
- Major, Robert: Parti-pris: idéologie et littérature, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, Coll. Littérature, 1979, 341 p. (\$13.95)
- Mascotto, Jacques: Classe contre nation: le combat perdu de Lénine, Montréal, Ed. coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 210 p. (\$8.00)
- Moreau, André: Pour une éthique de l'excès, Montréal, Ed. Jovialistes, 1979. (\$10.00)
- Morin, Michel et Claude Bertrand: Le territoire imaginaire de la culture, Montréal, Hurtubise HMH, Coll. Brèches, 1979, 182 p. (\$7.95)
- Piote, Jean-Marc: Un parti-pris politique, Montréal, VLB éditeur, 1979, 276 p. (\$9.95)
- Rochon, Gaëtan: Politique et contre culture, Montréal, Hurtubise HMH, Cahiers du Québec, 1979, 211 p. (\$10.95)

- Talbot, Pierre et Gilles Doyon: Petite logique du raisonnement et de l'argumentation, cahier d'apprentissage pour le cours "Philosophie 101: La connaissance et ses instruments", St-Jérôme, Collège Lionel-Groulx, 1979, 89 p.
- Victor, Jean-Louis: Ok Karma, Comment transformer ses échecs en triomphes, Montréal, Ed. de Mortagne, 1979, 225 p. (\$9.00)
- Victor, Jean-Louis: Passeport pour vivre l'ère du verseau, Montréal, Ed. de Mortagne, 1979, 208 p. (\$3.95)

LIVRES ET AUTEURS QUEBECOIS 1978

Publié par les soins du département des littératures de l'Université Laval, Livres et Auteurs québécois, on le sait, dresse chaque année une sorte d'inventaire critique de la production littéraire au Québec. Cette année, la responsabilité de la section "Essais" a été confiée à notre collègue de l'U.Q.A.M., M. André Vidricaire, et l'importance - nouvelle - qu'y prennent les philosophes nous incite à publier ici le sommaire complet de cette section:

- Vidricaire, André: "L'essai: un autre contrat d'écriture"
- Latraverse, François: "Le mot du silencieux, par Albert Brie"
- Hould, Claudette: "Un autre XIXe siècle, par Louise d'Argencourt et Douglas Druick"
- Savary, Claude: "Idéologies au Canada français 1930-1939, sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy"
- Nadeau, Robert: "Hommage à Lionel Groulx, ouvrage rédigé en collaboration".
- Nadeau, Robert: "Lionel Groulx tel qu'en lui-même, par Guy Frégault".
- Leroux, Georges: "Paul-Emile Borduas (1905-1960). Biographie critique et analyse de l'oeuvre, par François-Marc Gagnon"
- Leroux, Jean: "Méthodes et concepts de la logique formelle, par Yvon Gauthier"
- Wener, Normand: "L'école enfirouapée, Quel homme?, Quelle société?, par Jacques Grand'Maison"
- Lacharité, Normand: "Science et philosophie. Matérialisme ou spiritualisme?, par Jacques Janson"
- Lépine, Ginette: "Les sanctions populaires en Acadie, par Lauraine Léger"
- Leroux, Georges: "L'oeil ouvert, par Robert Marteau"
- Brief, Jean-Claude: "L'enseignant et sa boussole, par Hayat Mirza"
- Fournier, Marcel: "La conviction idéologique, par Colette Moreux"

- Montpetit, Raymond: "Joseph Légaré (1795-1855). L'oeuvre, par John Porter, Nicole Cloutier et Jean Trudel".
- Rafie, Marcel: "Essai de sociologie critique, par Marcel Rioux; marxisme et sociologie critique".
- Bourque, Gilles: "Chaque jour, l'indépendance..., par Pierre Vadeboncoeur".
- Vidricaire, André: "Les deux royaumes, par Pierre Vadeboncoeur".

M. Vidricaire sera de nouveau responsable de la section "Essais" de Livres et auteurs québécois 1979.

PLANS-CADRES LOCAUX

Le comité pédagogique de la Coordination provinciale de philosophie a publié en mai dernier un cahier intitulé Plans-cadres locaux, qui reproduit les plans-cadres élaborés localement dans une quinzaine de départements de philosophie des collèges du Québec.

On sait que le plan-cadre provincial pour l'enseignement de la philosophie dans les collèges (1977-78) demandait à chaque département de préciser lui-même la séquence, les objectifs et les contenus des quatre cours communs de philosophie.

Le travail n'est pas encore complété dans la majorité des collèges. Mais déjà une quinzaine de départements ont fait parvenir à la Coordination leurs propres plans-cadres. Ces documents sont intégralement reproduits dans le cahier dont il est ici question.

Les institutions concernées sont les suivantes:

- Bois-de-Boulogne
- André Laurendeau
- Institut de Tourisme et d'Hôtellerie du Québec
- La Pocatière
- Victoriaville
- Petit Séminaire de St-Georges
- Matane
- L'Outaouais
- Sherbrooke
- Trois-Rivières
- La Gaspésie
- Jonquière
- Maisonneuve
- Vieux-Montréal

Les départements qui désireraient faire parvenir leur plan-cadre local ou encore les individus qui voudraient se procurer ce premier recueil de plans-cadres sont priés de communiquer avec:

M. Gilles Boudrias
Département de philosophie
Collège de Sherbrooke
475 rue Parc
Sherbrooke. J1H 5M7

M. Boudrias est le nouveau coordonnateur provincial pour l'enseignement de la philosophie dans les collèges. Il succède à ce poste à M. Alain Lallier du Collège de Trois-Rivières.

LA PHILOSOPHIE AU CEGEP: UNE REVISION EN PERSPECTIVE

Le Point d'interrogation, journal syndical des professeurs du Collège Edouard-Montpetit, publie dans sa livraison d'octobre 1979 des extraits d'un document du ministère de l'Education intitulé "Plan de travail pour donner suite au projet du gouvernement à l'endroit des collèges".

Ce document établit notamment un échéancier des réformes prévues. En ce qui concerne les cours de philosophie, le calendrier est le suivant:

- Au cours de l'année 1979/80: "un groupe de personnes-ressources proposera au Ministre de l'Education une description des principaux objectifs des cours obligatoires de philosophie au niveau collégial".
- En 1980/81: "Le comité pédagogique (coordination provinciale) de philosophie procédera (...) à l'élaboration des plans d'études des cours de philosophie, en fonction des objectifs définis".
- Automne 1982: Des nouveaux cours de philosophie seront aux programmes

Le Bulletin de la S.P.Q. essaiera dans ses prochains numéros de fournir une information plus détaillée quant à cette opération de révision.

NOUVELLES DES DEPARTEMENTS ET DES REGIONS

L'Institut d'études médiévales de l'Université de Montréal dispose pour l'année 1979-80 d'un nouveau répertoire de cours. Selon le document de présentation, ce répertoire a été élaboré en fonction de deux objectifs:

- 1) "mettre à jour le répertoire de cours ETM en fonction des intérêts académiques actuels de l'Institut";
- 2) "tirer profit de tout l'enseignement de 2e et 3e cycles en études médiévales dispensé dans les divers départements ou facultés" (de l'Université de Montréal).

"Le résultat, ajoute le présentateur, apparaît comme un répertoire complet de cours en études médiévales dont peut tirer profit aussi bien l'étudiant inscrit au programme de l'Institut que l'étudiant inscrit à un autre programme".

Pour toute information supplémentaire, on peut s'adresser à:

M. Serge Lusignan
Institut d'études médiévales
Université de Montréal
C.P. 6128
Montréal, Qué.
H3C 3J7

*

*

*

La Faculté de Philosophie de l'Université Laval, le module de philosophie de l'U.Q.T.R. et le module de philosophie de l'U.Q.A.M., procèdent actuellement, chacun de leur côté, à une révision de leurs programmes de premier cycle en philosophie. Le Bulletin diffusera en temps et lieu plus de détails sur ces opérations.

*

*

*

A sa dernière assemblée générale annuelle, tenue le 21 mars dernier, la Société de Philosophie de l'Ontarien a élu pour deux ans un nouveau conseil d'administration, composé de la façon suivante:

- Roch Bouchard, président
- Carlos Bazan, vice-président
- Donald Martel, secrétaire
- Christopher Morris, trésorier
- Roberto Miguelez, conseiller
- Léon Charette, archiviste
- Théodore Geraets, délégué régional
- Simon Laflamme, représentant étudiant
- Guy Lafrance, président sortant
- Léo-Paul Bordeleau, directeur de Carrefour

La S.P.Q. s'est aussi dotée d'une revue intitulée Carrefour (voir supra, rubrique "Du côté des revues").

*

*

*

Avec les modifications survenues au cours de 1979, le Conseil de la Société de Philosophie de Montréal est maintenant composé de la façon suivante:

- Roger Savoie, président
- Marielle Cauchy, vice-présidente
- Louise Poissant, secrétaire-trésorière
- Georges Héral, conseiller
- Louise Marcil-Lacoste, conseillère
- Serge Robert, conseiller
- Pierre Valois, conseiller

*

*

*

DOCUMENTECHANGE DE LETTRES

(entre le président de la S.P.Q.
et le ministre de l'éducation)

Présentation

Le 12 mai 1978, l'Assemblée générale de la S.P.Q. faisait connaître sa réaction au désormais célèbre avis du Conseil Supérieur de l'Éducation sur "les polarisations culturelles et politiques dans l'enseignement de la philosophie et d'autres disciplines au Collège".

Le texte adopté par l'Assemblée ("Une inquiétude sans fondement"; cf. Bulletin IV, 2, pp. 24-29) fut communiqué au ministre de l'éducation, qui répondit, le 6 novembre 1978, par une lettre fort étoffée, adressée à Georges Legault, président de la S.P.Q. (cf. Bulletin, IV, 4, pp. 61-62).

Le ministre y affirmait partager les inquiétudes du Conseil et il rappelait le souhait du Gouvernement de s'assurer "que chaque étudiant soit mis en contact avec les grandes conceptions de l'homme et les principaux systèmes de valeur, de façon à ce qu'il ne lui soit imposé aucune idéologie érigée en absolu".

Il invitait par ailleurs la S.P.Q. "à continuer à collaborer avec le Ministère de l'Éducation à la réalisation des objectifs de cet enseignement".

Le premier texte publié ci-dessous (lettre du 19 mars 1979) exprime la réaction de la S.P.Q. à cette invitation. Le président, Georges Legault, y adopte une position préparée par le C.E.P.H. (comité de la S.P.Q. sur l'enseignement de la philosophie) et approuvée en principe par le Conseil d'administration.

Le second texte (lettre du 15 juin 1979) est la réponse du ministre.

Claude Panaccio

LETTRE NO 1LETTRE DU PRESIDENT DE LA S.P.Q.
AU MINISTRE DE L'EDUCATIONSOCIETE DE PHILOSOPHIE DU QUEBEC

Montréal, le 19 mars 1979

Monsieur Jacques-Yvan Morin
Ministre de l'éducation
Ministère de l'éducation

Monsieur le Ministre,,

Votre lettre du 6 novembre dernier, en réponse à la nôtre du 12 mai 1978, a été bien accueillie par les membres de la Société de philosophie du Québec. En effet, votre lettre, bien différente d'une simple réponse de politesse, nous assure que nous pouvons trouver en vous un interlocuteur sensible à nos préoccupations. Bien plus, votre invitation à "continuer à collaborer avec le Ministère de l'Éducation à la réalisation des objectifs de cet enseignement" reconnaissait la Société de philosophie du Québec, sa représentativité et ses finalités.

Au nom de la Société de philosophie du Québec, je vous remercie, monsieur le Ministre, de cette invitation. Comme vous le savez, notre Société qui représente près de quatre cents professeurs et futurs professeurs de philosophie tant dans les universités que dans les cégeps, s'intéresse, comme le précisent les statuts "à assurer une diffusion aussi complète que possible d'informations concernant la discipline et la profession" et à "assumer le rôle de porte-parole de la discipline et de la profession auprès des organismes gouvernementaux ou autres". La Société de philosophie du Québec accepte donc avec plaisir cette invitation qui lui permet de réaliser davantage ses buts.

Depuis l'avis du C.S.E., le gouvernement du Québec a tracé, dans divers documents officiels, les objectifs généraux qu'il entend donner au secteur de l'éducation et plus particulièrement au niveau cégep; qu'il s'agisse du Livre blanc sur la culture avec l'idée centrale d'un retour à l'essentiel ou du Livre blanc sur les collèges avec la notion de formation fondamentale. Certes, il revient au gouvernement de fixer les politiques d'éducation dans une société. Cependant, cette politique ne peut être arbitraire. Si les choix sociaux dépendent des circonstances

.../2

sociales, historiques et économiques qui constituent l'environnement de ces choix, ils doivent néanmoins être cohérents et justifiables, au moins à l'époque où ils sont faits. Cette justification des choix sociaux en matière d'éducation, en d'autres mots, cette philosophie de l'éducation doit être très articulée. Dans ce domaine, la formulation de quelques principes généraux ne saurait suffire. Or cette tâche est très complexe pour chacun des niveaux d'enseignement.

Comme vous le reconnaissez dans votre lettre du 6 novembre dernier, la spécification des objectifs des cours de philosophie est une tâche délicate. Non seulement chacun des quatre cours de philosophie doit répondre à un objectif spécifique mais l'ensemble de ces cours doit aussi assurer l'atteinte d'un objectif plus englobant. Quel est le rôle de l'enseignement de la philosophie dans la formation des jeunes de 17 à 19 ans? Voilà la question fondamentale! Malheureusement, ni le Livre blanc sur la culture ni celui sur les collèges ne donne de renseignements suffisamment précis et articulés pour y répondre.

D'ailleurs, le comité permanent de la S.P.Q. sur l'enseignement de la philosophie m'indiquait lors de notre dernière réunion du Conseil d'administration qu'il existe un danger à confier la spécification des objectifs de l'enseignement de la philosophie à un seul groupe d'experts constitué à l'intérieur du ministère. Depuis le rapport Parent où les objectifs de l'enseignement de la philosophie n'ont pas été clairement précisés, les professeurs ont dû formuler ces objectifs et adapter leurs cours afin de répondre aux besoins de leurs étudiants et de combler les lacunes qu'ils constataient dans la formation intellectuelle de ces jeunes. C'est pourquoi nous pensons que la spécification des objectifs de l'enseignement de la philosophie au cégep devrait se faire principalement par ceux qui enseignent actuellement cette discipline.

Au Québec, la coordination provinciale de philosophie et la Société de philosophie du Québec regroupent, à des titres différents, les professeurs de philosophie. Or chaque instance pourrait jouer un rôle important dans la spécification des objectifs de l'enseignement de la philosophie. C'est pourquoi, monsieur le Ministre, il nous apparaît souhaitable qu'une rencontre ait lieu entre vous ou le sous-ministre responsable de l'enseignement collégial, le coordonnateur provincial de philosophie, la présidente du comité permanent de la S.P.Q. sur l'enseignement de la philosophie et le président de la S.P.Q. Grâce à cette rencontre, nous espérons pouvoir préciser la nature de notre collaboration future relative à la spécification des objectifs de l'enseignement de la philosophie au collégial.

Soyez assuré, monsieur le Ministre, que cette intervention auprès de vous manifeste notre profond désir d'assumer notre rôle et de participer selon nos possibilités à la vie de notre société.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Georges A. Legault
Président

LETTRE NO 2LETTRE DU MINISTRE DE L'EDUCATION
AU PRESIDENT DE LA S.P.Q.

Québec, le 15 juin 1979

Monsieur Georges Legault
Président
Société de philosophie du Québec
Secrétariat du département
de philosophie
Université de Montréal
2910, boul. Edouard-Montpetit
Montréal, Québec

Monsieur le Président,

Par votre lettre du 19 mars 1979, vous me faites part de la volonté de la Société de philosophie de collaborer à la spécification des objectifs de l'enseignement de la philosophie au collégial.

Le gouvernement, dans son Projet à l'endroit des cégeps, considère que la place de la philosophie dans les programmes du collégial mérite d'être maintenue et confirmée, mais que cet enseignement doit faire l'objet d'un réexamen en profondeur.

Je ne pourrai malheureusement vous rencontrer pour discuter cet objectif qui me tient à coeur. J'ai donc demandé à monsieur Pierre Van Der Donckt, sous-ministre adjoint à l'Education, de vous contacter à ce sujet et d'examiner avec vous les questions que vous voulez porter à l'attention du Ministère.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre de l'Education

Jacques-Yvan Morin

DOCUMENT

LE RÔLE DES COORDONNATEURS DANS
L'ENSEIGNEMENT COLLEGIAT

N.D.L.R. - Le texte qui suit a été présenté par M. Jean-Paul Desbiens à l'occasion d'une réunion des coordonnateurs de programmes de l'enseignement collégial tenue le 23 février 1979. M. Desbiens, on le sait, fut le premier directeur du service des programmes de la D.G.E.C. Il livre ici un témoignage précieux quant au statut et au rôle des coordonnateurs de programmes et trace en même temps les grandes lignes de sa conception du leadership en matière d'enseignement collégial. Nous remercions vivement M. Desbiens de nous avoir accordé l'autorisation de reproduire ce texte dans le Bulletin.

Genèse de la fonction

On peut dire qu'il y a eu quelques coordonnateurs, avant même la création du poste, dès l'automne 67, première année d'opération des Cégeps.

En effet, étant donné les effectifs très réduits de la D.G.E.C. à l'époque, il était impossible de maîtriser tous les cours et tous les programmes. C'est ainsi que je me souviens avoir introduit certaines modifications au programme de physique sur un simple coup de téléphone d'un professeur du Cégep de Rimouski, à qui je devais recourir assez régulièrement par la suite. C'était l'époque de la bonne volonté et de la confiance mutuelle presque inconditionnelles.

A l'été 68, il y eut la réunion des DSP à Tadoussac. Ils étaient alors 23 (contre 12, la première année). Nous procédâmes à une évaluation systématique du régime pédagogique. C'est à ce moment que furent créés, si ma mémoire est bonne, les sous-comités de DSP. Chaque sous-comité, avec la collaboration des quelques professionnels de la D.G.E.C., était chargé de la révision et de l'évaluation des programmes, regroupés en larges secteurs. Ce travail collectif préparait la réunion de l'été 69, à Fort-Prével, où devaient se retrouver plus d'une trentaine de DSP.

Un problème particulier se posait cette année-là: le problème des examens communs.

Depuis deux ans que les cégeps existaient, il n'y avait eu aucun examen commun à tout le réseau. Il était apparu impossible aux DSP d'imposer cette forme de contrôle. Par contre, les autorités du MEQ, M. Arthur Tremblay, notamment, désiraient l'établissement d'une forme d'examen

communs. M. Tremblay était même venu rencontrer expressément les DSP pour défendre son point de vue.

Comme l'on sait, c'est le statu quo qui prévalut. Mais, en contrepartie, on institutionnalisa la fonction de coordonnateur des programmes et des cours.

Je dis bien: en contrepartie, car la création du poste de coordonnateur coïncidait avec la systématisation des plans de cours. Ajoutons que les coordonnateurs devaient analyser, chaque année, les questionnaires d'exames préparés dans leur discipline. L'ensemble de ces mesures constituait une partie de la politique des "contrôles à la source" dont on pensait qu'ils pouvaient remplacer, à tous égards, les "contrôles à la sortie" que sont les examens communs.

Un mot touchant les plans de cours: c'est en août 69 que la DGEC présenta pour la première fois dans les Cahiers de l'enseignement collégial l'ensemble des cours dans le cadre des plans de cours. Le modèle n'a pratiquement pas changé depuis. On sait qu'il contient les éléments suivants:

- les objectifs, le contenu
- la méthodologie, l'évaluation
- la bibliographie

Ce fut là un effort considérable de mise en ordre et un instrument remarquable de contrôle pédagogique. Qu'il ait ou n'ait pas donné tous les fruits qu'on pouvait en attendre, c'est une autre question que nous aborderons plus loin.

En schématisant à peine, on peut dire que le mandat des coordonnateurs était de compléter et de tenir à jour les plans de cours, ce qui impliquait leur arrangement en programmes, lequel donne seul tout son sens au travail de coordination.

Ce bref rappel historique peut nous permettre de mieux comprendre l'esprit qui a présidé à la création du poste de coordonnateur et d'évaluer ce que l'on peut en espérer dans la situation actuelle de l'enseignement collégial, je veux dire dans l'orientation souhaitée par le Livre blanc.

Décentralisation et participation

La décentralisation pédagogique est très poussée au niveau collégial. Durant les 2 ou 3 premières années de fonctionnement des cégeps, c'était plus que de la décentralisation et de la participation: la D.G.E.C. et le Réseau se développaient en une véritable symbiose. Cette espèce d'état de grâce, propre aux débuts, ne pouvait pas se maintenir. Il est déjà remarquable qu'on l'ait connu.

Le Livre blanc entend maintenir la décentralisation et la participation. Il insiste avec raison sur le "renforcement des responsabilités locales" (p. 87).

La participation, en effet, était et demeure une idée neuve. On l'a mêlée à toutes les sauces. Mais dès qu'il s'agit de concrétiser cette idée, on aboutit à la création de comités. Et dans la création des comités, la préoccupation première et dernière, c'est d'assurer la parité. Une once d'administrateurs, une pincée d'étudiants, une cuillerée de professeurs syndiqués. Agitez beaucoup.

Si l'on se préoccupe tant de parité, c'est que l'on a envie de voter à mort. Or, la vérité ne se vote pas, ni l'aisance, ni le dévouement. Sauf, dans ce dernier cas, à la courte paille et seulement quand il s'agit de mousses.

La rage de voter découle du fait que la participation, telle qu'elle est pratiquée jusqu'ici, n'est pas une structure d'action, mais une structure de repli (pour les dupes) ou de ruse (pour les activistes). La structure de vote, en effet, est une structure législative, non pas une structure d'exécution. La participation, curieusement, n'est jamais la participation à faire quelque chose, mais la participation à délibérer.

En outre, on a tout simplement perdu l'idée de faire et, au niveau de la décision, l'idée de responsabilité. Au mieux, on se rabat sur la complicité qui est une action dans l'anonymat.

Le leadership pédagogique

Participation, décentralisation, leadership, Dieu sait que ces mots circulent. Mais, comme dit saint Augustin "je n'accuse pas les mots: ce sont des vases choisis et précieux, mais j'accuse le vin de l'erreur que des maîtres ivres nous y donnent à boire".

Leadership veut dire: direction, initiative, autorité. Touchant les contenus des cours et des programmes, une partie importante du leadership est exercée par les coordonnateurs et leur comité.

Trop de disciplines, en effet, et trop de techniques différentes sont en cause, pour qu'il soit possible d'en retrouver des détenteurs reconnus au MEQ. D'ailleurs, aussi loin que l'on remonte dans l'histoire scolaire du Québec, la fabrication des programmes a toujours été décentralisée.

Il en était ainsi du temps des facultés des Arts et du temps du DIP, en ce sens que ce furent toujours des professeurs en exercice qui déterminaient le contenu des programmes. Avec la différence, toutefois, que les coordonnateurs et les membres des comités appartiennent aujourd'hui au niveau collégial alors qu'auparavant, les définisseurs des programmes appartenaient majoritairement à un niveau supérieur à celui où ils intervenaient. Il y a donc là une originalité dans la situation actuelle à ce propos.

Le leadership du MEQ

On peut se demander quelle forme peut prendre le leadership du MEQ. Je réponds qu'il conserve la responsabilité de coordonner la coordination et que l'instrument principal pour ce faire, c'est le régime pédagogique où se reflètent les politiques du gouvernement. On le voit bien dans le Livre blanc: s'agissant, par exemple, de mettre l'accent sur telle ou telle discipline, ou de manifester telle ou telle préoccupation, c'est le régime pédagogique que l'on modifie. Il est donc bien clair qu'au plan proprement pédagogique, c'est le régime pédagogique qui constitue le levier par lequel s'exerce le leadership du MEQ.

Dans un domaine plus difficile à définir, le leadership pédagogique du MEQ pourrait prendre la forme d'une certaine résistance aux modes, aux pressions, aux envahissements. Je sais bien que le terme leadership n'évoque pas spontanément l'image de la résistance ou du conservatisme; je me dis pourtant que Churchill fut, en son temps, un des grands leaders occidentaux et que son leadership a consisté à s'opposer au fascisme. Un leader, c'est aussi quelqu'un qui sait dire: NON.

Quand je disais que le leadership doit prendre la forme de la coordination de la coordination, je veux dire que seul le MEQ est en position d'arbitrer entre les diverses disciplines, les diverses coordinations parallèles. Le comité de mathématique ne peut pas, en tant que tel, dialoguer avec le comité d'histoire ou de philosophie. Et ainsi pour les autres comités.

Au début des cégeps - j'en parle à mon aise puisque j'étais alors Directeur du service des programmes - le MEQ a manqué de leadership devant l'invasion de la linguistique; il a cédé devant la pression des professeurs nouvellement diplômés dans cette discipline, qui était en ce moment au sommet de sa vogue. La structure des cours de français en a été marquée et il en est résulté que nous n'avons pas su offrir aux étudiants ce dont ils avaient besoin, qui était plus fondamental, moins prestigieux, mais qu'on ne pouvait pas satisfaire avec les dernières conclusions et les dernières méthodes issues de la linguistique. Un leadership plus assuré aurait su résister à ces pressions. Je connais des enfants qui épellent comme on tousse, mais ils ne savent pas lire, justement, parce qu'on a aligné les méthodes de lecture ou d'analyse sur les dernières découvertes de la linguistique alors qu'il ne viendrait à l'idée de personne d'aligner les cillements de l'oeil sur les dernières découvertes de la cybernétique.

Je prends un autre exemple: celui de la mathématique. La place occupée par la mathématique, l'exigence des cours, la prédominance de la théorie des ensembles, furent le résultat de pressions exercées par un groupe influent de professeurs de mathématique et dont le coordonnateur à l'époque était le député péquiste actuel: M. Gilbert Paquet.

Stanley Ahman, qui dirigeait récemment une enquête sur l'enseignement de la mathématique, déclarait qu'il est possible "que nous ayons déjà perdu une génération entière avec la nouvelle mathématique" (cité par Victor Souline in La presse pédagogique, janv. 79).

Je rapproche cette remarque de celle que faisait, l'autre jour, et dans un tout autre domaine, le premier ministre Chinois en avouant dans le Time magazine que la révolution culturelle de Mao avait sacrifié une génération entière de techniciens et d'étudiants.

Je ne fais pas une charge contre la linguistique ni contre la mathématique moderne. On ne me fera pas dire que l'invention de l'automobile était inutile sous prétexte que le cheval avait fait ses preuves. Je donne ces exemples tout simplement pour clarifier la notion de leadership. Reprenons la question: qu'est-ce que le leadership pédagogique? Qui doit l'exercer? Le leadership se confond-il avec la recherche de pointe? Quelles sont les relations entre leadership et réalité? Entre leadership et utilité?

Le risque existe bel et bien de confondre leadership avec toutes les formes de la nouveauté. La peur de ne pas monter dans le train de l'avenir peut inciter à s'accrocher à tout ce qui bouge.

Le véritable leadership consiste à voir ce qu'il faut faire à un moment donné, ce qui est utile, ce qui est faisable. Un professeur qui se rend compte que ses étudiants ne distinguent pas les parties du discours; écrivent au son; sont incapables de composer un paragraphe, fait preuve de leadership en revenant à l'analyse et à la dictée. Le leadership ne consiste pas à fuir toujours plus haut ou plus loin ou plus compliqué. Il ne viendrait pas à l'idée d'un professeur d'éducation physique de proposer le plongeon de 5 mètres à celui qui ne sait pas nager. D'abord la barboteuse!

Leadership et syndicalisme

L'existence des syndicats et surtout le style d'action qu'ils pratiquent et l'idéologie dont ils s'inspirent posent un problème particulier: comment concilier le rôle des coordonnateurs et leur appartenance à un syndicat? La situation du Québec à cet égard me paraît unique en ce sens que je ne connais pas d'autres pays qui ait confié un rôle de cette importance à un groupe de personnes dont l'obédience est double et opposée: l'une envers l'autorité centrale; l'autre envers les centrales.

Prenons l'exemple, point du tout inédit, où la réflexion et l'expérience des coordonnateurs les conduiraient, d'une part, à recommander la réduction ou la disparition de certains cours et où les mots d'ordre syndicaux, d'autre part, viseraient à la sécurité d'emploi à tout prix. Comment leur leadership pédagogique pourrait-il s'exercer? Imaginons encore la situation selon laquelle les coordonnateurs, en tant que tels, seraient amenés à préconiser l'introduction de certains contrôles, contre la politique syndicale qui verrait là un accord à la liberté dite académique.

Je souligne ce problème sans pouvoir suggérer de solution. Je sais bien qu'on ne peut pas "désinventer" la bombe atomique malgré la menace qu'elle fait peser sur l'espèce; on ne peut pas, non plus, désyndiquer les coordonnateurs et ce n'est pas demain que les rapports entre les syndicats et le MEQ, en l'occurrence, vont changer de nature.

Qu'on me comprenne bien: je ne suis pas en train de dire que je souhaite la disparition des syndicats ou la désaffiliation des coordonnateurs. Les conflits et les affrontements sont désagréables, pour dire le moins, mais ils sont inévitables dans les affaires humaines. Ils peuvent être, par ailleurs, générateurs de progrès véritables, objectifs. La vérité n'est pas toute dans les syndicats; elle n'est pas toute non plus au MEQ. En faisant ressortir le caractère sans doute unique de la coordination des programmes et des cours au Québec - situation où ce sont des professeurs en exercice qui définissent les cours et, en bonne partie, les programmes - en faisant ressortir la situation où le leadership proprement pédagogique des coordonnateurs peut entrer en conflit avec leur allégeance syndicale, c'est plutôt un rappel à la responsabilité que je veux faire.

A bien y penser, qu'y a-t-il d'autre à faire? La situation telle qu'elle est a été voulue; elle était inspirée par le réalisme et la confiance; elle est d'ailleurs in-défaçable. Il reste donc à rappeler les valeurs qui l'ont fondée.

Coordination et appartenance départementale

Disons aussi un mot sur l'appartenance départementale en regard de l'objectivité ministérielle. Touchant cet aspect de la situation, je n'y vois pratiquement que des côtés positifs.

L'appartenance à un département est un gage d'enracinement et de réalisme. Nous avons là des personnes qui enseignent à des étudiants concrets, qui mesurent l'adaptation des contenus, qui vivent la réalité des cégeps. De plus, la représentation dans un même comité de plusieurs départements et de plusieurs régions est une assurance normale contre les embardées qui pourraient résulter de la prédominance d'un seul point de vue ou d'un échantillonnage trop réduit.

Je ne nie pas que les responsables du MEQ disposent d'un poste d'observation qui favorise les vues d'ensemble et qu'ils ont également des informations privilégiées. Ils sont donc normalement en position d'être objectifs dans leur évaluation du réseau. Le leadership qui leur revient peut trouver là son point d'appui. Mais cela n'entre pas en conflit avec l'apport des coordonnateurs; c'est plutôt un complément.

Je rappelle à ce sujet qu'il en va de l'objectivité comme de la modération. La modération n'a de sens que si elle est ancrée dans des valeurs morales; autrement, c'est de l'hygiène physique ou mentale. De même, l'objectivité que l'on peut concéder, a priori, aux responsables du MEQ ne peut être significative que si elle est ancrée dans une certaine philosophie de l'éducation. J'admets que "philosophie de l'éducation" est une référence un peu écrasante par les temps qui courent, mais je n'en trouve pas de meilleure. Ou alors, parlons de certaines convictions dégagées par l'expérience, la réflexion, la culture.

Je veux m'appesantir sur un cas très simple concernant l'enseignement de la langue. Un peu d'expérience, un peu de réflexion, un peu de culture nous assurent qu'il n'y a pas 50 façons d'apprendre sa langue. Les mêmes choses nous assurent également qu'il ne sert à rien de vouloir

bâtir plusieurs étages si les fondements ne sont pas solides. Cela ne rend service à personne. Touchant cette discipline, il n'y a pas de leadership véritable s'il ne s'appuie pas sur ces convictions.

Je m'émerveille chaque fois que je vois une réclame publicitaire touchant la dernière méthode révolutionnaire d'enseigner le français. Il est pourtant difficile de faire mieux que Grevisse. On devrait aussi savoir qu'il n'y a pas tant d'idées neuves en pédagogie qu'on voudrait nous le faire croire. Il ne suffit pas d'appeler l'élève un "s'éduquant" pour révolutionner la pédagogie.

Qu'il s'agisse du français, de la philosophie, de l'histoire, le leadership suppose d'abord une philosophie de l'éducation, un corps de convictions fermes.

Il en va différemment en ce qui concerne les techniques, et la raison en est que les techniques progressent de façon cumulative. Entre le pont de Québec et le pont Pierre-Laporte, les techniques du génie ont progressé. Et dans l'enseignement de ces techniques, il n'y a pas de leadership possible qui ne s'appuie sur la connaissance des résultats récents et sans cesse changeants de la recherche en ce domaine. Aristote disait déjà que le chef, c'est celui qui sait. Mais remarquons bien l'énorme différence qui existe entre l'action sur l'esprit et l'action sur la matière. Pour simplifier à l'extrême, disons que nous connaissons de mieux en mieux la résistance des matériaux, les propriétés des alliages, etc. Mais le foie est toujours à droite, malgré la prétention du médecin de Molière d'avoir "changé tout cela". Entendons ici, par l'exemple du foie, les règles d'apprentissage qui tiennent à la nature de l'intelligence et qui veulent, par exemple, que l'on procède du connu à l'inconnu. Il n'est pas du tout nécessaire de maîtriser la technique du cantilever pour construire un pont suspendu; mais on ne peut écrire correctement si l'on ne distingue pas les parties du discours et si on ignore l'analyse. Dans un cas, on peut ignorer ce qui a précédé; dans l'autre, on ne peut pas. Connaître ces lois et d'autres analogues et les faire appliquer, c'est cela qui fonde le leadership. Encore une fois, répétons que le chef - le leader - c'est celui qui sait.

Conclusion

L'existence des coordonnateurs et de leur comité part d'une idée généreuse. Le Livre blanc sur l'enseignement collégial le reconnaît et il annonce l'intention du gouvernement de maintenir et même d'accentuer le recours à cette forme de collaboration. En ce qui concerne la révision de certains programmes, par exemple, on lit ce qui suit: "Pour cette révision, on fera appel aux comités de coordination des programmes, qui sont au-delà de 35 et regroupent environ 1600 professeurs. Ces comités ont déjà rendu d'éminents services et figurent parmi les initiatives les plus heureuses et les plus fécondes des dix dernières années des cégeps. Le ministère encouragera donc ces comités, comme il accordera aussi son appui aux comités consultatifs dits "industriels", qui sont une vingtaine, groupant quelque 200 membres issus de divers milieux. Pour la définition des contenus des programmes restructurés, on s'efforcera de mettre à profit la vaste expérience acquise dans tous ces groupes de travail". (p. 121)

Les nombres mentionnés ci-dessus donnent une idée de l'importance de cette collaboration et, du même coup, de la responsabilité qui incombe aux personnes en cause. C'est là-dessus que je veux conclure.

Je le rappelais tout à l'heure: la coordination, telle que pratiquée au niveau collégial, est une forme concrète de participation. Mais la participation n'a de sens que si elle est participation à faire et participation de la responsabilité. Pour une part importante, c'est vous autres qui faites les cours et les programmes; votre participation est donc réelle. Et parce qu'elle est réelle, concrète, réelle est votre responsabilité. En fin de compte, l'idée qui doit vous guider, c'est que les collèges existent avant tout pour les étudiants.

Jean-Paul Desbiens
Lac St-Jean

CONTRIBUTION

A PROPOS DE LA LOI NO 24 SUR LE CONSEIL DES COLLEGES

Le Livre blanc (Nouvelle Etape: Projet du gouvernement à l'endroit des cégeps) proposait, entre autres, la création d'un Conseil des collèges, à l'instar d'un modèle déjà existant, le Conseil des universités. Il est instructif, sinon révélateur, de comparer les articles de la loi no 24, qui vient d'être sanctionnée, lois sur le Conseil des collèges avec les éléments du projet initial présenté dans la troisième section du Livre blanc (pp. 181 à 184), d'en relever les points de conjonction et de disjonction: les blancs comme les pleins dessinent pour les curieux une section de l'orientation du ministère sur la question des cégeps.

Rappelons que la création de ce nouvel organisme mettait évidemment en cause, comme le Livre blanc le signalait sans ambages, le mandat du Conseil supérieur de l'Education relatif à l'enseignement collégial, mais qu'il était néanmoins souhaité dans l'optique d'un renouveau jugé nécessaire "des mécanismes de concertation, de stimulation et d'évaluation". (L.b. p. 181).

1. Composition du Conseil des collèges

Le Livre blanc mettant plus l'accent sur l'énonciation de principes et d'objectifs généraux (la section qui nous intéresse, soit dit en passant, posait d'emblée le statut et les fonctions du Conseil avant de se pencher sur sa composition, à l'inverse de l'ordre des articles de la loi) restait assez vague sur le nombre, la répartition et le statut des membres du Conseil. Il prévoyait une quinzaine de membres provenant des sections suivantes: les collèges, les milieux de travail et les universités, les régions du Québec, des représentants du gouvernement. La loi, elle, est beaucoup plus précise: soit huit personnes du milieu collégial, trois personnes des milieux de travail, un représentant des parents, une personne du milieu universitaire, une de l'enseignement secondaire, un fonctionnaire du gouvernement (sans droit de vote), le président de la commission de l'enseignement professionnel, le président de la commission d'évaluation.

On remarque immédiatement que le nombre des membres a augmenté et qu'en revanche la présence directe du gouvernement a diminué: un seul fonctionnaire, sans droit de vote; est-ce pour garantir au Conseil une plus grande "souveraineté"? Un représentant des parents a fait son apparition parmi les membres ainsi qu'une personne du milieu secondaire: le Livre blanc avait tendance à privilégier un des côtés de la nature-charnière des cégeps, celui tourné vers "l'avenir", c'est-à-dire le milieu du travail ou l'université, alors que la loi tient compte aussi de son "passé", le secondaire et le milieu parental. Sur le plan de la répartition, la loi privilégie un des aspects du statut dual du cégep (collège d'enseignement général et professionnel): les représentants du "milieu du travail" sont

plus nombreux que ceux qu'on pourrait rattacher peu à peu à l'enseignement général.

En résumé donc ces articles de la loi relatifs à la composition du Conseil indiqueraient, qu'à l'heure actuelle, le cégep est considéré surtout comme un lieu de transition, sa clientèle type comme celle de l'adolescent, encore peu assuré de ses choix, enfin son développement ultérieur comme orienté davantage du côté de l'enseignement professionnel que du côté de l'enseignement général ou encore du développement qu'on aurait pu donner à l'éducation permanente. Le silence sur ce dernier point est remarquable; nous pourrions en inférer que les conflits entre les différents ministres aussi bien qu'entre les différents établissements scolaires (commissions scolaires, cégeps, universités) continuent à être épineux.

2. Fonctions et pouvoirs du Conseil

Le "principe de base", tel que l'invoquait le Livre blanc, de la création du Conseil "était de conseiller le ministre et les collèges"... "qu'il s'agisse de qualité de l'enseignement, d'évaluation des pratiques institutionnelles, d'innovation pédagogique, de développement de l'enseignement du réseau collégial"... (L.b. p. 181). La "fonction principale" qui en dérivait: donner des avis au ministre... lui faire des recommandations..., remettre un rapport déposé ensuite à l'Assemblée nationale... se retrouve sans changement notable dans les articles 12 et 25 de la loi 24. Le rôle de conseiller et d'évaluateur du Conseil se trouve donc clairement confirmé.

Au niveau des "fonctions particulières":

- 1- le Livre blanc (pp. 182-183) prévoyait pour le Conseil: premier point: le soin d'étudier les besoins de l'enseignement collégial et de proposer les objectifs pour assurer le développement de cet enseignement ainsi que la révision périodique de ces objectifs.

Ce point se retrouve sans changement au paragraphe a de l'article 13 (relatif aux fonctions) de la loi. Il s'agit d'un point important pour le contrôle et la coordination de l'expansion de l'enseignement collégial qui se trouve ainsi sous la juridiction directe du Conseil.

- 2- Cependant le deuxième point, selon l'ordre du Livre blanc, disparaît des paragraphes de la loi, soit celui de "suggérer au ministre les critères qui pourraient être adoptés pour l'élaboration des programmes d'enseignement" (L.b. p. 182). La signification de cette disparition est difficile à préciser. Une hypothèse plausible serait que la Digec a voulu se réserver ce champ important; une autre hypothèse encore serait que l'on est peut-être soucieux de ménager les syndicats et/ou les coordinations provinciales et/ou les sociétés regroupant les professeurs des disciplines dispensées au collège; une dernière hypothèse enfin: cette fonction pourrait éventuellement être "récupérée" par et dans la fonction relative à l'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation.

- 3- La teneur du paragraphe b de l'article 13 de la loi: le Conseil peut "solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et sugges-

tions du public en matière d'enseignement collégial" n'apparaissait pas dans le livre Blanc. Cette participation du public, participation même encouragée, peut sembler quelque peu démagogique mais elle peut aussi correspondre à une tendance réelle de la population à s'intéresser activement à l'Ecole. Qui se révélera être le public? il s'agira surtout d'être attentif à cette question.

- 4- Les derniers paragraphes c et d de l'article 13 de la loi, "soumettre au ministre de l'éducation des recommandations sur toute question concernant l'enseignement collégial"; "faire effectuer les études et les recherches jugées utiles ou nécessaires à l'accomplissement de ses tâches" se retrouvent sans changement à la fin du paragraphe 2 de la section trois du Livre blanc (p. 183). Il y a toutefois des nuances de vocabulaire assez révélatrices. Dans le texte de la loi la formulation "toute question" reste vague; elle apparaît comme motivée par une sorte de scrupule, pour couvrir les omissions possibles. Un peu comme on disait naguère à la fin d'une confession: et je m'accuse de tous les péchés dont je ne me souviens pas! Le texte du Livre blanc circonscrivait davantage, dans un élan heuristique, propice à stimuler le développement des collèges: "sur toute question... pour l'évolution des cégeps". Les formules du Livre blanc aux mêmes connotations dynamiques relatives à ce rôle d'orienteur qu'aurait pu jouer le Conseil (par exemple: "reconnaître... les secteurs où des expériences d'innovation pédagogiques" seraient les plus opportunes... p. 182) ont également disparu du texte de la loi.
- 5- L'article 14 de la loi et ses différents paragraphes énonce ce à quoi est tenu le ministre vis-à-vis du Conseil. Ses divers éléments correspondent, sans changement, au paragraphe 3 du Livre blanc (p. 183). En somme le ministre soumettra à l'avis du Conseil les projets de réglementation, les plans de développement relatifs aux cégeps, le total des crédits qui leur sont alloués, ainsi que les règles de leur répartition. Il est intéressant de remarquer que les paragraphes c et d de l'article 14 de la loi: "les projets de création de nouveaux programmes d'enseignement collégial"...: "le plan de répartition par collège des programmes d'enseignement collégial" donnent l'initiative au ministre et non plus au Conseil, comme le prévoyait le Livre blanc, aussi bien quant au domaine de l'innovation pédagogique ("nouveaux programmes d'enseignement") qu'à celui de la distribution des programmes d'enseignement collégial, fait qui a une incidence sur le développement des collèges par régions. La teneur de ces deux paragraphes semble confirmer une des hypothèses de tantôt au sujet de la disparition dans la loi d'une des propositions du Livre blanc pour l'élaboration des critères des programmes d'enseignement: la Digec et/ou le ministre tiennent sans doute à conserver cette fonction particulière.
- 6- L'article 17 de la loi établit une commission d'évaluation et une commission de l'enseignement professionnel. Le Livre blanc mentionnait comme une des fonctions particulières "procéder à l'examen des politiques institutionnelles d'évaluation et de leur mise en oeuvre, et adresser au ministre et aux collèges en cause les avis que lui suggérera un tel examen; ... assurer aux collèges qui voudraient s'en prévaloir un service d'évaluation de l'un ou l'autre programme d'enseignement ou de l'un ou l'autre aspect de leur pratique institution-

nelle" (p. 182 et p. 183). L'article 18 de la loi qui stipule les charges de la commission reprend, tel quel, la formulation du Livre blanc. On s'aperçoit combien cette fonction du Conseil tient à cœur le ministre, et l'on mesure la fermeté de sa position à cet égard. Une commission n'est plus une fonction parmi d'autres mais déjà un mini-organisme prêt à travailler sur un point précis. Pas de dénégation possible: la question de l'évaluation est solidement posée. Il faut désormais compter avec elle. Pour ma part, si on considère le désordre actuel des choses, je crois que le processus ainsi engagé aura des effets positifs.

- 7- L'article 19 de la loi énonce les tâches de la commission de l'enseignement professionnel. L'apparition de cette commission est nouvelle par rapport au Livre blanc. Elle semble répercuter les implications contenues dans les articles de la loi au sujet de l'enseignement professionnel: l'accent qui y est mis sur son développement, la prépondérance du secteur professionnel dans le nombre des membres du Conseil. Une petite énigme demeure; que la sagacité du lecteur s'exerce! Pourquoi n'y a-t-il pas de pendant pour l'enseignement général? Il est vrai que l'article 23 de la loi dit que le Conseil peut "avec l'autorisation du ministre de l'éducation, constituer d'autres commissions chargées de mandats particuliers".

En conclusion l'ensemble de ce que le ministre a souhaité dans le Livre blanc pour les fonctions du Conseil des collèges se retrouve - même sous des modalités différentes et peut-être plus efficaces - dans les articles de la loi 24. La question de l'évaluation est là, sous la forme beaucoup plus pressante d'une commission. Sur des points importants tels que ceux de l'élaboration des nouveaux programmes d'enseignement ou de répartition par collèges des programmes d'enseignement, la loi accorde au ministre davantage que ne le prévoyait le Livre blanc. Enfin la loi se préoccupe plus de l'enseignement professionnel que de l'enseignement général. On peut du moins espérer que le document annoncé par le Ministère, "mise en oeuvre du Livre blanc" contiendra des indications plus précises au sujet du développement de l'enseignement général. A suivre.

Josiane Boulad Ayoub
CEPH

CONTRIBUTION

PHILOSOPHIES, NATIONALITES : POUR UN TRAITEMENT GEOTOPIQUE*

Ma contribution à cette table-ronde ne sera pas une contribution historiographique à l'histoire de la philosophie au Québec mais un travail sur la question 'la philosophie au Québec', sur ce qui m'a constamment crevé les yeux et les oreilles: l'histoire de l'institutionnalisation de la philosophie au Québec depuis 1963-1964 et le discours de notre rapport à la philosophie. J'indiquerai quelques voies encore problématiques. D'une part, en quoi nous sommes aujourd'hui même libérés de la question; d'autre part, en quoi cette institutionnalisation occulte, masque, tempore se le sens le plus intense et le plus réel de la question. Dans une culture où mauvaise conscience et bonne conscience progressent ensemble, comment penser dans un autre axe? Comment donc travailler 'la philosophie au Québec'?

Réécoutons tout d'abord la question de départ. Philosophier au Québec signifie selon moi: quelle est la chance unique qu'offre une culture périphérique - en ce qui a trait au travail géographique de la pensée, aux objets (dits, non-dits) de toute réflexion sur le phénomène 'philosophie'? Voilà une formule qui traduit positivement ce qui depuis longtemps fait problème (notre pseudo-impuissance) et qui évite de tomber dans un discours de lamentation ou, au pire, dans un discours d'oubli. Qui dit chance, dit perception d'un potentiel à partir d'une situation contraignante parce que particulière, où la nouveauté consiste justement à apprendre une autre maîtrise - celle de cette particularité. Ainsi notre chance consistera-t-elle à apprendre des aléas de notre situation (historique) institutionnelle, à transformer ces aléas en figures de recherche et de savoir universalisables, à comprendre: que le particulier colle à la peau de l'universel.

Comme premier moment de cette chance, j'entrevois une rétrospective sur la question des philosophies nationales. Question géotopique.

1. Ce qu'il y a à comprendre. Toutes les pratiques philosophiques - parce que traversant - situées dans une langue, par des institutions, sur des sols politiques - sont nationalisables à un certain degré. Ou (à cause de la malléable indétermination du concept de nation), distribuables dans

* Participation à une table-ronde "La philosophie au Québec", tenue le 14 mai 1979 au Centre Culturel de Trois-Rivières, à l'occasion du lancement de Philosophie et histoire au Québec. Anarchéologie du savoir historique par Roland Houde.

un jeu géographique réfléchi de différences et à des moments précis de leur histoire, supportées par des intérêts localisables. Elles occupent un sol et s'occupent de conserver un lien avec des sols; elles indiquent et s'indiquent.

Quelques signes de cette présence d'occupation. Les deux derniers siècles de professionnalisation de la philosophie me serviront de révélateurs.

En filigrane, biens et pratiques nationalisables: ordre politico-gouvernemental, ministères (nationaux) d'éducation, organismes publics ou privés de subvention, fonds (nationaux) de recherche. Planification, priorités, restriction. Projets, comités de décision, contacts, demandes de justification, orientation de ce qui est pensable comme paradigmes. Facultés séculaires donc, centres (nationaux) de recherche, instituts nationaux, grandes écoles, institutions de prestige; lieux de travail et de formation, concours (nationaux), inscription de quotas, règles territoriales. Bibliothèques dont l'orientation détermine ce qui est pensable, lisible. Liens entre monde académique et monde éditorial; traductions disponibles, bibliographies nationales, corpus critiques; pointées du doigt dans les catalogues, maisons (classiques) d'édition - et par ces incidences productrices l'ensemble des interprétations que donnent les philosophes eux-mêmes sur les conditions de leur propre accumulation traditionnelle.

Soulignons ensuite la structure des effets inter-nationaux dans la mesure où précisément, par ces signes d'occupation du sol, la circulation des courants de pensée (il faudrait sans doute interroger cette métaphore) n'est jamais hasardeuse, libre d'intérêts localisables. D'un côté, la résistance, la position réfractaire, l'imperméabilité entre des communautés philosophiques nationales - qui osera travailler l'hypothèse Sapir-Whorf sans tomber dans les naïvetés habituelles du génie des peuples? Ou corollaire: la diffusion tardive, soudaine, le sens politique de l'importation de courants (combats nationaux), le renouvellement de seconde main. De l'autre côté, dépassant le fait des citoyennetés d'origine (au profit d'une autre nationalité), l'appropriation massive, dominante d'un courant, largesses, mobilité et facilités de travail - qui osera étudier dans l'histoire le sens du changement de langue chez les philosophes ou du pays d'adoption? Ou corollaire: le confinement académique de courants étrangers sur des lieux précis, spécialités localisables et reconnaissables.

Enfin, synthèse par inégalité des deux premiers signes qui précèdent, le nationariat. Par exemple, en culture périphérique comme au Québec (période d'acculturation), c'est-à-dire en un lieu de passage où s'engouffrent, s'invitent / sont invitées les philosophies, la rhétorique de la justification repose sur une étrange devise: au nom du peuple québécois et de sa mentalité, pratiquer un thomisme vaticanisé, au nom de sa modernisation, pratiquer une philosophie française (spiritualiste/réflexive) un peu hybride, au nom de la grande Ouverture, pratiquer des phénoménologies avec le zèle des années 1940 (allemande, française, catholicisante, protestante), au nom des priorités et du rattrapage, pratiquer le sérieux des philosophies anglo-saxonnes avec le zèle des années 1920. Mais une question se pose: qu'est-ce que tout cela a produit?, où sont les véritables traces de formation?, qu'est-ce que ce pluralisme nous a

permis de transformer dans la pensée? On le voit, le nationariat repose sur une situation paradoxale, doublement partagée. La demande ("nationale") est vouée à des pratiques philosophiques nationalisables - ce qui permet à certains d'occuper l'institution (en représentant défendant un courant) et à d'autres (les invités) de justifier ailleurs leur rayonnement.

Les pratiques philosophiques sont donc nationalisables au sens où elles occupent une langue, des institutions, un sol politique à partir de quoi une circulation ou non inter-nationale est possible. Aujourd'hui, la pensée ne s'exerce que si elle pose les problèmes (ses problèmes) sur ce terrain là. Penser, c'est se situer parce que constitué. Il y a donc des lieux de concentration, de convergences, de spécialités - où peuvent même être consignées des différences entre-signifiantes. Ce qui donne à penser ceci. Fantasmer sur une constellation d'énoncés théoriques, c'est aussi fantasmer sur des lieux physiques (villes, campus, sanctuaires...); chercher l'excellence au cœur d'une problématique vivante, c'est devoir se déplacer sur des territoires nationaux. Entreprendre la pensée se précède toujours d'une pragmatique du voyage ou d'une rhétorique du combat sur les lieux mêmes. Cela a toujours été depuis Thalès de Milet. Relisons le maître-livre de Diogène Laërce et tirons-en les conséquences d'une lecture avertie.

Par ailleurs, l'histoire de la philosophie est peut-être entièrement attachée à ce trait ethnophilosophique qui la constitue; y compris l'Europe épistolaire, diplomatique des 17^e et 18^e siècles avec ses zones de prestige, de tolérance et d'intolérance, de protection; y compris la civilisation gréco-romaine et (autrement dans le zèle) la civilisation chrétienne - qui osera étudier le couple archaïque xénophobie-xénophilie dans l'histoire des idées et dans la rhétorique du discours philosophique? Qui osera penser l'archaïsme de la secte dans l'histoire des regroupements topiques (écoles, communautés, clubs ou encore traditions, courants, tendances)? On le voit, notre situation particulière délivre des objets de réflexion universalisables.

C'est à partir de variations historiques sur ces signes d'occupation (biens et pratiques nationalisables, structure des effets internationaux, nationariat au sens ici de dynamisme constituant) et sur des phénomènes culturels ponctuels (d'ordre littéraire, religieux ou politique) que nous pouvons parler aujourd'hui de développement national de la philosophie. Par exemple: en Allemagne à la fin du 18^e siècle, en Russie au 19^e siècle, en France (restaurant) du début du 19^e siècle, en Espagne et aux États-Unis au début du 20^e siècle. Développement national dont on pourrait trouver (avec la patience de l'archiviste) à chaque fois la mythologie fondatrice: destin spéculatif et bei sich romantique, slavo-philie, destin don quichottesque, messagers et porte-paroles de la clarté, pionniers dans la collusion de l'idéal démocratique et de l'idéal scientifique, etc. Cette mythologie fondatrice (essentiellement liée à la perception d'un défi) a pour fonction de rapatrier une histoire spécifique et de mettre en place, de décider, de prolonger des pratiques institutionnelles qui garantissent en un lieu un style; elle s'occupe d'une voie (voix) sans pour autant éliminer la pluralité. Car une mythologie constitue ce à partir de quoi il devient possible de différencier, de critiquer, de transformer en niant. Mais lorsqu'elle ne s'actualise pas et donc ne peut se

critiquer elle-même après coup, elle devient obstacle. L'activité philosophique contemporaine (dans son plus grand internationalisme) doit à ces mythologies fondatrices; nous avons tendance à oublier ceci parce qu'en fait elles ont historiquement réussies. Jamais en philosophie les topiques n'ont été à ce point nationalisables, repérables dans une distribution géographique signifiante. Ecole de Madrid, école du Saulchoir, écoles de Chicago, cercle de Vienne, école de Cambridge, école de Marbourg, école de Francfort (comment s'engendrent ces nominations?). Valeur d'usage des oeuvres mêmes, marxisme italien ou marxisme polonais, thomisme belge ou thomisme suisse - avec des règles de décodage qu'il faut savoir trouver. Avis aux étudiant(e)s. Comme, à la limite de l'histoire réelle et d'une catégorie historiographique, l'on peut parler des trois Aristote (dont la richesse de l'arabe suffirait à nous perdre), de cartésianisme hollandais ou de platonisme de Cambridge, ou de la pertinence géographique de l'opposition empirisme/rationalisme aux 17e-18e siècles. Plus près de nous, relisons la *Krisis* de Husserl dans cette idée de l'Europe. Philosophie continentale, philosophie (analytique) anglo-américaine (insulaire et planétaire?). Serions-nous bêtement pris au piège entre pentagone et hexagone? Méditons le rapport entre valeur d'usage (nationale) des idées dans les pratiques philosophiques et valeur d'échange (internationale) de la philosophie.

2. Ce qu'il y a à comprendre. Les deux derniers siècles de professionnalisation de la philosophie accentuent, révèlent une dimension qui nous ramène à un moment à la fois pré-hégélien et post-marxiste (ironie!: serait-ce notre lieu à penser?): les mille et une manières de produire ou de résister aux singularités multiples, les mille et une manières de prôner l'unité par l'alliance ou le schisme, les mille et une manières d'affirmer la pensée irréductible, totalité abstraite de son hinterland, mais aussi les mille et une manières (quant à notre problème) d'oublier que la pensée est le pur excédent d'un territoire en sa frontière.

Internationalisabilité des pratiques philosophiques: nationales, lisibilités, nationales habiletés. Cela crève les yeux et les oreilles. Si j'ai décrit brièvement ces topiques (nationalisables), c'est pour rappeler à tous que la question particulière du départ fut et est dans son actualité universelle. Elle force à penser quelles sont donc nos habiletés? Et si cette perception est juste, alors on comprend mal que la question de la philosophie au Québec (et/ou québécoise) soit toujours au fond banalisée, éliminée, interprétée soit sur une trame socio-professionnelle (prendre le pouls de la communauté philosophique: il y a bien sûr de la philosophie au Québec), soit en terme de fermeture (métaphores de la régression, de l'infantilité, de l'anachronisme...). Question gênante, embêtante comme un panier de crabes. Pourquoi? Le spectre du nationalisme? Ou le spectre de devoir évaluer pour le proche avenir la condition institutionnelle de la philosophie ici? Ainsi les professeurs de philosophie (insistons: à l'université, là où s'exerce le double élitisme professionnel et culturel) ont traduit la question comme une réduction de contenus dont la caricature évidente serait l'historiographie québécoise ou un bouleversement dans la citoyenneté des divers corps professoraux. Ils n'ont pas dépassé ces pseudo-craintes; ils n'ont pas saisi (par intérêts propres) que la question indiquait le processus maximal d'occupation (comme partout ailleurs) à partir duquel il devient possible pour tous de

penser un style, des problématiques théoriques, une exigence de fond quant au développement dans le temps des conditions (matérielles, intellectuelles) qui assurent un minimum de voies dans une lecture de la philosophie. A quelles conditions pouvons-nous mettre fin à une période d'acculturation pour cultiver internationalement une recherche reconnaissable?

Les effets de la mécompréhension de la question sont catastrophiques et cela est typique en culture de périphérie. Catastrophiques parce qu'ils font apparaître des traits sociaux durs à l'intérieur d'une même communauté philosophique. 1) L'alliance des élites locales avec certaines élites mobiles (internationales) - ce qui a pour effet de mettre en place un lieu vide où s'exercent tous les nationariats. 2) Le retrait et le silence de ceux qui perçoivent l'impossibilité de ce lieu mais ne peuvent rien offrir à court terme. A ce jeu, nous avons dépensé de l'énergie en vain. Des générations d'étudiants et d'étudiantes furent brisées, éconduites, obligées de se réinventer seules. Et nous risquons aussi de perdre sur tous les tableaux: faire l'histoire de la philosophie au Québec sans hypothèse nouvelle, sans audace singulière, en réactivant de vieux lieux communs. N'être jamais dans le lieu moteur d'une problématique universelle ("les lieux moteurs sont sur d'autres sols"): le pluralisme est une catégorie de faibles - analyse à faire. Penser la pluralité est déjà d'un mordant plus prometteur.

Comme premier moment de chance, j'ai dit "rétrospective sur la question des philosophies nationales". Il me semble que le signe de dépassement serait celui-ci: des oeuvres (oeuvres au sens artisan et artisanal) à portée théorique parce que portées par une attitude critique fondamentale, qui ne défendrait pas nécessairement un contenu québécois mais dont les signataires s'acharneraient à dire que l'imagination même de l'oeuvre fut rendue possible par la périphérie.

A l'âge de la professionnalisation, il appartient aux cultures périphériques de s'exercer dans la méta-réflexion, n'étant pas (heureusement) dans la transparence des étranges topiques, ayant le temps d'exercer le privilege de leur perspicacité géographique. Ainsi renverser la table courante des interprétations du phénomène 'philosophique'. Repérer les mythologies fondatrices de toute pensée et donc de tout courant de pensée. Proposer une lecture ethnophilosophique, fine, curieuse, pour ensuite redéfinir le rapport toujours crucial entre la pensée et la vie.

Pensons autrement qu'avec ces peaux de chagrin qui, prêtées par des chasseurs regardant leur terre d'origine ou des terres meilleures, proviennent d'animaux que nous n'avons pas tués nous-mêmes.

Robert Hébert
Collège de Maisonneuve

CONTRIBUTION

HOMMAGE A HERBERT MARCUSE

"On m'a souvent reproché un pessimisme noir; mais je dois dire que je me fais l'effet d'un optimiste incorrigible qui a depuis longtemps quitté le sol de la réalité. Malgré tout, je ne parviens pas à imaginer le plus beau régime capitaliste fait pour durer éternellement" 1.

Le 29 juillet dernier, suite à des troubles cardiaques, est décédé, à l'âge de 81 ans, H. Marcuse, et ce, lors d'une visite dans son pays natal comme invité de l'Institut Max Planck. Qui était-il?

Né à Berlin en 1898, issu d'une famille bourgeoise juive, très jeune étudiant déjà il est partisan et militant du Parti social-démocrate, Parti qu'il délaissera suite aux lâches assassinats de R. Luxembourg et K. Liebknecht. Quittant alors sa ville natale pour aller étudier à l'Université de Fribourg, où enseignent Husserl et Heidegger, il fera, en 1932, sa thèse de doctorat sous la direction de ce dernier; son sujet: le problème de l'historicité chez Hegel. C'est cette même année qu'il fonde avec ses amis Horkheimer, Adorno et E. Fromm l'Institut de recherche social de Francfort, qui a marqué et marque encore la pensée du XXIème siècle.

En 1933, à l'instar de maints intellectuels allemands d'origine juive, il fuit la montée du nazisme, s'installe quelques mois à Paris et fréquente l'Ecole normale supérieure, puis crée, en collaboration avec Adorno, Friedman et Horkheimer, une revue, la "Zeitschrift für Sozial Forschung". L'année suivante, Adorno et Marcuse s'établissent aux U.S.A., où Marcuse, incidemment, obtiendra sa citoyenneté en 1940. En 1936, ils publient une série d'études sur l'autorité et la famille.

Durant la guerre, Marcuse travaille pour l'Office des services stratégiques et rédige (1941) son premier ouvrage important, soit: Raison et Révolution. A la fin des hostilités, il prépare des études pour le Secrétariat d'Etat, ainsi que la C.I.A., nullement gêné en cela, semble-t-il, par sa prétention d'être marxiste, ce que plusieurs, et pendant longtemps, lui ont reproché violemment.

Par la suite, il se tourne vers l'enseignement universitaire: Columbia, Harvard, Brandeis et surtout San Diego, où il enseigne nombre d'années, eut comme étudiante Angela Davis; sa carrière prit fin suite à des pressions de groupes d'extrême-droite. Simultanément à son enseignement, il publia régulièrement, pendant plus de deux décennies, la majeure partie de son oeuvre: Eros et Civilisation (1955), l'Homme unidimensionnel

(1964), Le marxisme soviétique (1958), La fin de l'utopie (1968), Vers la libération (1969), Contre-révolution et révolte (1972), ...

Ayant accédé à la notoriété sur le tard, ce le fut dans des circonstances fort malencontreuses: les révoltes estudiantines des années '60-'70, particulièrement mai '68 en France, firent de lui un auteur à slogans, slogans qui ont vite dégénéré en clichés vides et creux, comme à l'accoutumée; conséquence: plusieurs se crurent dispensés d'une fréquentation assidue de son oeuvre; - mais il y a pis: certains terroristes ont justifié leur action à partir de son oeuvre, au grand désespoir de Marcuse et malgré ses véhémentes protestations, condamnations; résultat: il apparut comme un apôtre de l'anarchisme, comme le père spirituel d'un certain terrorisme. Bref: Marcuse, nous sommes justifiés, oh combien! de le dire, est un auteur méconnu, qui mérite beaucoup plus que le traitement caricatural qu'on lui réserve généralement et qui est savamment entretenu.

En guise d'hommage à ce philosophe, je vais présenter, de façon concise, précise et critique, son analyse des sociétés industrielles et de leurs potentialités révolutionnaires: cette problématique est omniprésente et fondamentale dans son oeuvre, s'avère être ce qu'il y a de plus important et rigoureux chez lui, bref est le lieu privilégié où se déploie sa pensée, qui polarise ses énergies.

1. A propos du potentiel libérateur du capitalisme et du socialisme avancés 2:

Une des thèses essentielles, voire fondamentales du matérialisme historique, par trop "oubliée" mais qu'il est utile, ce me semble, de rappeler ici, question de favoriser la bonne intelligence de notre propos, est la suivante: une ³ des prémisses nécessaires à l'instauration de la société communiste est un haut niveau de développement des forces productives, développement tel que l'abondance des richesses permettra à chacun de travailler selon ses capacités et de recevoir selon ses besoins ⁴: si la "division en classes a une certaine légitimité historique" (Engels), c'est du fait de la pénurie et/ou de la privation: de toute société où sévit/séviennent celle(s)-ci, ne peut que résulter une société de classes. Cette thèse est avancée radicalement par Engels, entr'autres, ainsi:

"Mais si, d'après cela, la division en classes a une certaine légitimité historique, elle ne l'a pourtant que pour un temps donné, pour des conditions sociales données. Elle se fondait sur l'insuffisance de la production; elle sera balayée par le plein déploiement des forces productives modernes. Elle (l'abolition des classes) suppose donc un degré d'élévation du développement de la production où l'appropriation des moyens de production et des produits, et par suite, de la domination politique, du monopole de la culture et de la direction intellectuelle par une classe sociale particulière, est devenue non seulement une superfétation, mais aussi, au point de vue économique, politique et intellectuel, un obstacle au développement" ⁵.

Le capitalisme a réalisé ce haut niveau de développement des forces productives: Marx et Engels n'ont cessé de mettre l'emphasis sur le fait que "la bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminement révolutionnaire" ⁶: en une période relativement courte dans l'histoire humaine, elle a donné, malgré les obstacles gigantesques qui s'y opposaient, un essor inconnu jusque-là au développement des forces productives, essor qui a créé les conditions rendant possible une libération:

"La possibilité d'assurer, au moyen de la production sociale, à tous les membres de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libres et complets de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais elle existe" ⁷.

Marcuse, d'emblée, reconnaît la justesse de ces constatations: à l'instar de Marx et Engels, il souligne, constamment, que les sociétés industrielles, depuis fort longtemps, sont parvenues à un niveau de développement recelant un potentiel libérateur absolument inouï, inouï parce que permettant de vaincre, enfin! la pénurie et d'assurer à tous une existence authentiquement humaine, globalement épanouissante:

"Le niveau de productivité escompté par Marx, pour la construction d'une société socialiste est depuis longtemps atteint dans les pays capitalistes techniquement les plus avancés" ⁸ car "les forces techniques et technologiques du capitalisme et du socialisme avancés recèlent des possibilités qui sont proprement utopiques: par une utilisation massive de ces forces, on pourrait venir à bout, et dans un avenir tout à fait prévisible, de la misère et de la pénurie" ⁹.

Et pourtant! Cette libération possible est abhorrée par la majorité des gens, radicalement niée et méprisée, vilement ridiculisée et basement caricaturée, et ce, d'où le drame profond, surtout par ceux qui souffrent le plus de l'oppression inhérente à notre système, ceux dont le travail, qui se fait encore souvent, pour ne pas dire principalement, dans des conditions pénibles, assure la richesse de la minorité, ceux, bref, qui composent la masse anonyme continuellement exploitée, malgré les "apparences", et qu'on a affublé d'un terme quasi neutre et assurément joyeux, soit: les consommateurs:

"Ainsi, autant ceux qui organisent la répression que les consommateurs qui lui sont soumis rejettent l'idée odieuse du potentiel libérateur que renferme la société industrielle avancée (...)" ¹⁰.

Par quel(s) mécanisme(s) les masses opprimées sont-elles amenées à rejeter béatement leur propre libération et, du même coup, à se complaire - je pèse le mot et le juge approprié - dans un système qui ne fait que reproduire et accentuer leur oppression, nonobstant les formes plus ou

moins subtiles qu'elle peut revêtir? Tenter de répondre à cette question, c'est s'introduire au coeur même de la problématique marcusienne, de l'analyse critique de notre société à laquelle s'est livré inlassablement, violemment et, disons-le, désespérément Marcuse.

2. Le système des besoins stabilisateurs ou: de la biologie comme sphère extensive et intégriste

Marx avait mis l'accent sur la dimension historique de la "nature humaine", sa malléabilité, ou, pour reprendre l'expression marcusienne, sur sa "seconde nature": l'homme se singularise par le fait qu'à sa "nature - animale, seraient tentés d'asserter certains - s'en greffe, s'en superpose une autre, qui est le produit de la société à un stade déterminé de son développement:

"Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc., diffèrent suivant le climat et autres particularités physiques d'un pays.
D'un autre côté, le nombre même des besoins dits naturels, aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit historique et dépend ainsi, en grande partie, du degré de civilisation atteint" ¹¹.

Ainsi, toute société, à l'intérieur d'une structure de rapports de classes spécifique où domine une classe, classe qui oriente, du fait de ses prérogatives, le devenir d'une formation sociale (ses formes, fins, buts, organisation, etc.), et bien cette société, dis-je, produit et reproduit incessamment des besoins, besoins qui deviennent fondamentaux, vitaux, au sens strict de ce terme, chez les individus et, conséquemment, déterminent leur comportement et les valeurs auxquelles ils aspirent:

"(...) une société recrée constamment, "en-deçà" de la conscience et de l'idéologie, des types de comportement et des aspirations qui s'incorporent à la "nature" des membres de cette société (...)" ¹²

Tout besoin de cet ordre, tel que celui "de posséder, de consommer, de manipuler, de renouveler constamment tous les gadgets (...) est devenu (...) un besoin biologique" ¹³, s'inscrivant dans l'infrastructure humaine et dont la satisfaction reproduit une "servitude "volontaire"" ¹⁴ et fonde, en nos sociétés, "la réalité sur le principe que les individus doivent payer d'une compétition épuisante leur survie et leur promotion dans la société" ¹⁵.

Cette production, reproduction et satisfaction toujours renouvelées des besoins à l'intérieur de notre système, entraîne une situation grosse de conséquences catastrophiques pour ce qui est des perspectives révolutionnaires: elle fait du peuple le "ferment de la cohésion sociale" ¹⁶: la classe ouvrière, du fait qu'elle partage les besoins stabilisateurs du système, est devenue une force conservatrice, franchement hostile à la libération, voire contre-révolutionnaire ¹⁷: elle est intégrée au système oppresseur. Des preuves? Qu'il suffise de mentionner que c'est la classe ouvrière elle-même qui se charge de réprimer l'opposition ¹⁸; pis encore: les maîtres de notre société, après tout, ne font

que répondre à la demande des masses ¹⁹, masses, et ceci est on ne peut plus important pour ce qui est d'expliquer le présent état de fait, dont l'exploitation et la domination sont compensées par un confort jamais égalé ²⁰. Pour résumer, on peut le dire,

"Les besoins engendrés par le système sont donc éminemment stabilisateurs et conservateurs: ils représentent l'enracinement de la contre-révolution au plus profond de la structure instinctuelle" ²¹.

Mais qu'en est-il alors du rôle révolutionnaire dévolu, attribué au prolétariat?

Marcuse considère que si, "objectivement, "en soi", les travailleurs constituent toujours, virtuellement, la classe révolutionnaire; subjectivement, "pour soi", cela n'est plus vrai" ²²: la classe ouvrière, plus que toute autre parmi celles qui sont opprimées ²³, est intégrée au système, principalement ses syndicats, dont la tâche est de l'organiser ²⁴: jadis perçue comme étant la seule classe révolutionnaire "jusqu'au bout" (Lénine), elle est à l'heure actuelle un monument au conformisme et un des piliers du statu quo. Bref, ce pourquoi la classe ouvrière était considérée comme révolutionnaire n'est plus vrai: l'unité des qualités qui faisaient d'elle la classe révolutionnaire s'est estompée. Le jugement est sans appel:

"Trois qualités, dans la théorie marxiste, font de la classe ouvrière le sujet potentiel de la révolution: premièrement, elle seule peut arrêter le processus de production; deuxièmement, elle constitue la majorité de la population ²⁵; et troisièmement, son existence même est la négation de l'humanité de l'homme. Or, des trois, seule la première appartient encore à la partie de la classe ouvrière qu'on pourrait raisonnablement considérer comme le successeur contemporain du prolétariat, c'est-à-dire les cols "bleus" ²⁶.

Mais, dans ces conditions, quelles perspectives révolutionnaires s'offrent à nous? Y a-t-il des éléments susceptibles d'abonder dans le sens d'une libération, dont le préalable est une révolution, à l'intérieur de ce système hautement intégrateur?

3. Les perspectives révolutionnaires

3.1 Ce à quoi devront s'attaquer prioritairement les agents de la libération:

Tout mouvement révolutionnaire aspirant à une authentique libération devra, en un premier temps, révolutionner la sphère biologique des besoins, sphère à l'intérieur de laquelle sont localisés les besoins fondamentaux de l'homme et qui, dans notre société, "obéissent aux impératifs de l'exploitation et du rendement" ²⁷:

"(...) pour que la société existante puisse se transformer en société libre par un changement radical, il faudrait que celui-ci atteigne à une dimension de l'existence humaine qui n'entre guère en ligne de compte dans la théorie marxiste: la dimension "biologique", celle dont relèvent les besoins vitaux, impératifs, de l'homme, et leur processus de satisfaction" 28.

Aux besoins tels que posséder de plus en plus, dominer autrui, adopter des comportements standardisés, etc., il faudrait substituer des besoins tels que celui de Liberté, d'Amour, fonder nos rapports sur l'altruisme, créer continuellement du Beau, etc.

Mais il y a plus, et ce plus concerne l'utilisation actuelle de la science et de la technique. On a vu, et il s'agit là d'un des leitmotivs marcusiens, "que la liberté dépend très largement du progrès technique et des acquisitions de la science" 29: grâce à eux, nous connaissons - est-il besoin de le souligner derechef? - une abondance susceptible de créer les conditions à partir desquelles nous pourrions fonder une société où l'épanouissement intégral des individus serait garanti; malheureusement, leur utilisation restrictive, dans les sociétés existantes, ne fait que reproduire l'asservissement et l'aliénation des individus: il faudra donc, pour instaurer une société libre, leur fixer d'autres buts, d'autres orientations, et ce, conformément aux besoins engendrés par une sensibilité nouvelle:

"(...) il faudrait que la science et la technologie modifient leur orientation et leurs objectifs actuels, il faudrait qu'elles soient reconstruites conformément à une sensibilité nouvelle - conformément aux impératifs des pulsions de vie" 30.

Qui sont ces agents de la libération capables de provoquer une rupture avec le continuum répressif que représentent les sociétés actuelles? Quel est ce "nouveau Sujet historique du changement, dont les besoins et les aspirations, dans leur différence qualitative, répondent aux nouvelles conditions objectives"? 31

3.2 Les agents de cette libération:

3.2.1 Dans les métropoles capitalistes:

Les agents de cette libération, dans les métropoles, sont ceux qui n'ont pas réussi, ou plutôt: ceux que le système n'a pas réussi à intégrer: les parias, les "outsiders", "les autres races, les autres couleurs, les classes exploitées, et ceux qu'on ne peut pas employer" 32:

"Leur opposition frappe le système de l'extérieur et de ce fait le système ne peut pas l'intégrer; c'est une force élémentaire qui viole les règles du jeu et, en agissant ainsi, elle montre que c'est un jeu faussé. Quand ils s'assemblent, quand ils marchent dans les rues, sans armes, sans protection, pour réclamer les droits civils les plus élémentaires, ils savent

qu'ils s'exposent aux chiens, aux pierres, aux bombes, à la prison, aux camps de concentration et même à la mort. Leur puissance est derrière toute manifestation en faveur des victimes de la loi et de l'ordre. Le fait qu'ils ne veulent plus jouer le jeu est peut-être un fait qui marque la fin d'une période et le début d'une autre" 33.

Tel est le cas, par exemple, de la population noire: exclue du processus de production 34 et fort militante, "la population des ghettos représente une semblable force de rébellion" 35.

Mais il n'y a pas que ces délaissés, ces défavorisés du système qui sont mûs par un besoin de libération s'opposant à ce dernier: de fait, la jeune intelligentsia issue des classes moyennes, le mouvement étudiant, qui réussit à obtenir, malgré les méandres de son militantisme, quelques appuis 36, prouve que son opposition au système est profonde et justifiée; par exemple: les événements de mai '68 en France: lors de ceux-ci, on a vu surgir une action commune étudiants/ouvriers, action qui a dépassé, momentanément, les conflits de classes.

Mais ces minorités fort actives et principaux agents de l'opposition 37, quoique servant "de catalyseurs à la révolte, à l'intérieur des majorités auxquelles ces groupes appartiennent par leur origine de classe" 38, sont dans l'impossibilité de renverser le système existant: elles sont coupées des masses 39, donc ne peuvent être une force révolutionnaire effective:

"Révolutionnaire par sa théorie, par ses intérêts, par les buts derniers qu'il se propose, le mouvement étudiant n'est pas une force révolutionnaire, ni peut-être même une avant-garde aussi longtemps qu'il n'y aura pas de masses capables et désireuses de le suivre" 40.

Or, il se trouve que du fait de l'intégration des masses au système par le biais de leurs besoins, ces groupuscules sont confrontés à un cercle vicieux de taille, pour employer un euphémisme: pour que les masses opprimées veuillent s'affranchir du système, il faudrait un changement qualitatif radical au niveau de leurs besoins, changement qui ne peut se concevoir sans une révolution préalable:

"C'est pourquoi, à supposer même que les institutions cessent de faire obstacle à la formation et à l'action radicale, le progrès quantitatif continuerait de s'opposer à tout changement qualitatif. Cercle vicieux: le continuum des besoins tend par lui-même à s'éterniser, et la révolution qui instaurerait une société libre doit donc être précédée d'une rupture avec ce continuum conservateur; mais cette rupture est à son tour inconcevable hors d'une révolution (...)" 41.

Il est aisé de constater pourquoi, dans l'hypothèse que ces minorités décideraient de dépasser ce cercle vicieux et de se livrer à une subversion dans la sphère des besoins, cette "libération constituerait une

subversion contre la volonté et l'intérêt dominant de la grande majorité de la population" 42. Mais il est fort improbable qu'une telle situation puisse voir le jour: considérant la dose de violence dont disposent les sociétés actuelles et leur capacité de contrôle, une telle tentative, à l'évidence, serait vouée à l'échec, vivement réprimée.

La situation est donc la suivante: dans les métropoles capitalistes, d'une part, ceux qui font preuve d'un besoin de libération sont des minorités coupées des masses et dans l'incapacité totale de modifier radicalement la société présente; d'autre part, il ne faut jamais perdre de vue que même si la classe ouvrière est un élément stabilisateur du système parce qu'intégrée, il n'en reste pas moins qu'elle "n'a pas perdu son rôle historique, elle est toujours le principal moteur de transformation" 43: c'est elle, et elle seule, qui peut, non pas nécessairement mais possible-ment 44, effectuer un mouvement de libération, qui est le seul agent de libération, que ce soit potentiellement ou effectivement; autrement dit: si, conjoncturellement, la classe ouvrière n'est pas révolutionnaire, structurellement, elle seule peut l'être.

3.2.2 Dans les satellites, ou : le Tiers-Monde:

Que le système capitaliste soit traversé de contradictions, voilà qui est indéniable; mais il y a plus: le mode de production capitaliste, pour survivre, se doit de continuellement surmonter ces antagonismes, et, surtout, de contrer la baisse tendancielle du taux de profit: ce faisant, inexorablement, il débouche sur l'impérialisme et ne peut survivre que par celui-ci. C'est ce que désire souligner Marcuse:

"Cette société a depuis longtemps dépassé le niveau de développement où elle pouvait croître sur la base de ses propres ressources et de son propre marché, en commerçant de façon normale avec d'autres zones. Elle s'est transformée en un pouvoir impérialiste qui, soit par la pénétration économique et technique, soit par l'intervention militaire ouverte, a transformé de vastes régions du Tiers-Monde en ses dépendances" 45.

C'est précisément du fait de l'impérialisme que les classes dirigeantes métropolitaines peuvent transformer leur classe ouvrière, par rapport aux masses exploitées du Tiers-Monde, en une aristocratie ouvrière et assurer leur intégration, leur soif de statu quo et leur haine envers le socialisme: c'est l'impérialisme qui permet, par une surexploitation des satellites, d'améliorer les conditions de vie de leur classe ouvrière, de les faire participer, consciemment ou non - cela ne change rien à l'affaire -, à cette exploitation, voire même d'y trouver intérêt:

"(...) c'est précisément ce succès (la "société de consommation") qui contribue à préserver les rapports de production capitalistes, à leur rallier le soutien populaire et à discréditer les motivations fondamentales du socialisme" 46.

Dans les pays exploités, qui souffrent de l'oppression impérialiste, celle-ci a comme conséquence que les masses sont soumises à des conditions de vie abjectes, sont exploitées honteusement, radicalement, globalement:

"(...) ce prolétariat, essentiellement agraire, supporte la double agression des classes dirigeantes indigènes et des métropoles étrangères. Les pauvres n'ont pas de bourgeoisie libérale qui s'allie à eux et lutte à leurs côtés. Tenus dans un état abject de frustration matérielle et mentale, ils sont à la merci de dirigeants politiques autoritaires" 47.

Cette brève description nous laisse entrevoir qu'il se trouve là, objectivement, une situation révolutionnaire: les rapports sociaux existants nuisent au développement des forces productives et le freinent 48, ce qui rend hautement pénible et sans issue la situation des masses opprimées: les indices nous permettant de reconnaître en cette conjoncture une situation révolutionnaire sont réunis:

"Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux: 1) (...) Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que la "base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe que "le sommet ne puisse plus". 2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3) Accentuation marquée de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques" mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le sommet lui-même, vers une action historique indépendante. (...) C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire" 49.

Du fait de la situation révolutionnaire qui prévaut en ces contrées, et contrairement à ce qui se passe dans les métropoles, où l'on assiste à une agitation aux visées révolutionnaires de la part de groupuscules impuissants et qui se heurte à une apathie terrible, c'est le moins que l'on puisse dire, chez une classe ouvrière intégrée, en ces contrées, dis-je, ce sont les masses qui sont les agents de la libération à la fois conjoncturellement et structurellement:

"Dans la zone capitaliste, les deux facteurs historiques de la transformation, le facteur objectif et le facteur subjectif, ne coïncident pas: ils s'incarnent dans des groupes sociaux différents voire antagoniques. (...) Par contre, ces deux facteurs historiques coïncident effectivement dans de larges zones du Tiers-Monde: les fronts nationaux de libération et les guerilleros luttent avec le soutien et la participation de la classe sur laquelle repose le processus de production, c'est-à-dire essentiellement le prolétariat rural, et aussi le prolétariat naissant" 50.

Cette conjoncture révolutionnaire dans les pays du Tiers-Monde est, selon Marcuse, "une grande chance offerte aux forces de libération" 51. Qu'est-ce à dire?

3.3 Pour que la révolution ait lieu, il faut simultanéité/complémentarité/convergence des processus révolutionnaires en présence:

Il découle clairement de l'analyse, des analyses devrais-je plutôt dire, précédentes qu'un mouvement révolutionnaire ne se fera jour dans les métropoles qu'à la condition qu'on assiste, d'une part, à un affaiblissement sérieux de l'impérialisme, ce qui métamorphoserait la situation dans les centres métropolitains en conjoncture révolutionnaire, et, d'autre part, à un accroissement de l'activité politique au sein des masses de ces mêmes centres:

"La constellation qui prévaut dans les métropoles capitalistes - nécessité objective d'un changement radical, et paralysie des masses - semble caractéristique d'une situation non pas révolutionnaire, mais préévolutionnaire. Pour que la situation puisse devenir révolutionnaire, il faudrait que l'économie capitaliste mondiale vienne à s'affaiblir de façon critique, et que l'agitation politique gagne en extension et en intensité; alors, tout serait clair" 52.

En ce sens, l'action émancipatrice qu'entreprennent les masses du Tiers-Monde peut être considérée comme un facteur important, décisif: ce pourrait être le point de départ d'un processus révolutionnaire qui se propagerait du Tiers-Monde aux métropoles et exacerberait en celles-ci les contradictions; celles-ci deviendraient assez rapidement quasi insurmontables, donc risqueraient d'ébranler tout l'édifice social existant, exigeraient une rupture avec celui-ci. Marcuse est fort justifié d'affirmer que "le prolétariat externe" est un facteur fondamental pour le changement virtuel dans l'empire du capitalisme des monopoles" 53.

Mais en ce domaine, il ne faut pas se leurrer: si jamais un mouvement révolutionnaire risquait de faire craquer de toutes parts, de faire s'écrouler l'impérialisme, celui-ci réagirait vigoureusement: avec l'aide des classes dirigeantes indigènes, il pourrait se livrer, compte tenu, encore, de la violence dont il dispose et que certains "idéalistes" ont une propension à sous-estimer, à une répression incroyable, hautement efficace et - combien l'histoire est probante à ce sujet! - féroce, impitoyable:

"(...) aucun pouvoir ne tolérera que se reproduise l'exemple de Cuba: il emploiera des armes et des méthodes de plus en plus efficaces, et dans cette tâche les dictatures indigènes seront assurées d'un soutien accru de la part des métropoles capitalistes. Ce serait du romantisme que de sous-estimer la force de cette alliance fatale, et sa résolution de s'opposer à toute subversion. Il ne semble pas que ce soient les caractéristiques du terrain, ni l'inimaginable résistance des hommes et des

femmes du Vietnam, ni des considérations d'"opinion mondiale", mais bien la crainte des autres puissances nucléaires, qui ont empêché jusqu'à présent que les armes nucléaires soient utilisées contre un peuple, contre un pays entier" 54.

Est-ce à dire que ce mouvement est irrémédiablement voué à l'échec? Non, selon Marcuse, mais à la condition qu'il soit précédé et accompagné d'une modification à l'intérieur des métropoles: "dans ces circonstances, les conditions préalables à la libération doivent se manifester dans les pays capitalistes avancés" 55. Quelles sont ces conditions?

Il est essentiel, pour que ce mouvement révolutionnaire puisse parvenir à ses fins, qu'il trouve, dès le début de son action, c'est-à-dire dès que son attaque portera de durs coups à l'impérialisme, des appuis au sein des métropoles, appuis nés de la solidarité de la Nouvelle-Gauche et qui se chargeraient de conscientiser les masses métropolitaines, de les rendre sympathiques à ce mouvement 56; ce faisant, le système perdrait sa cohésion interne, cohésion sans laquelle une répression aussi vaste, aussi ferme et violente ne saurait s'organiser:

"Seul l'affaiblissement interne des superpuissances pourra finalement les (pays capitalistes avancés) empêcher de financer et d'équiper la répression dans les pays les moins avancés. (...) Toutefois, cette force exemplaire, cette puissance idéologique de la révolution ne peuvent porter de fruits que si le système capitaliste commence à perdre sa structure interne et sa cohésion. La chaîne d'exploitation doit rompre à son maillon le plus fort" 57.

Cette solidarité entre les masses révolutionnaires du Tiers-Monde et celles des métropoles, plus souhaitable que probable d'ailleurs, serait d'autant plus nécessaire, que l'apparition d'une situation révolutionnaire dans les centres capitalistes, conséquence de leur affaiblissement économicopolitique, ne conduirait pas, ne déboucherait pas nécessairement sur une révolution; comme l'a souligné Lénine avec beaucoup d'à propos:

"Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la Révolution" 58.

Hélas! Hélas! de nombreux signes, que dis-je: de nombreux symptômes 59 nous inclinent à penser qu'il est plus probable, dans l'hypothèse que l'impérialisme soit contré, qu'un vaste mouvement fasciste surgisse, se renforce, et ce, corrélativement à cette perte de pouvoir des métropoles. Il faut lire attentivement le texte qui suit, malgré sa longueur: il dit beaucoup en relativement peu et résume fort bien la problématique marcussienne à ce sujet:

"Plus décisive est la question de savoir si la phase actuelle de la contre-révolution préventive (sa phase démocratique-constitutionnelle) ne prépare pas le terrain à une phase fasciste ultérieure.

(...) Ce pays (les Etats-Unis) possède, pour une organisation totalitaire, des ressources économiques et techniques incomparablement supérieures à celles que l'Allemagne a jamais eues. Sous le triple effet des coups d'arrêt portés à son expansion impérialiste, des difficultés économiques internes et du mécontentement envahissant de la population, l'Administration peut être amenée à mettre en branle un système autoritaire bien plus brutal et plus englobant. (...)

J'ai souligné le caractère apolitique, diffus et inorganisé du mécontentement. La base de masse potentielle du changement social pourrait très bien devenir la base de masse du fascisme: "Qui sait si nous ne serons pas le premier peuple à devenir fasciste par le suffrage universel?" écrivait William L. Shirer dans le Los Angeles Times du 13 mars 1970" 60.

Dans la conjoncture internationale actuelle, où il semble que cette tendance au fascisme à l'intérieur des métropoles se généralise et se fait sentir avec de plus en plus d'acuité, principalement aux U.S.A., il est important, voire prioritaire de trouver les moyens suffisants pour stopper cette progression, s'il en est. Malheureusement, je crois qu'il est déjà trop tard et, en ce cas, nous devons conclure que nulle libération n'est désormais possible.

Avant même de vous faire part de quelques critiques, d'emblée je désire souligner, vigoureusement, ce qui enthousiasme - le mot n'est pas trop fort - le plus chez Marcuse: seront concernées non pas tant la justesse de maintes de ses analyses, mais plutôt certaines des attitudes qui sont siennes et qui, malheureusement, se font une denrée de plus en plus rare.

Sa générosité: seul un être mû par une saine préoccupation, surtout aux U.S.A., a pu consacrer autant d'énergie à dénoncer, démystifier et démasquer un système d'un tel raffinement et doué d'une telle efficacité dans l'oppression, qu'il exploite, assujettit avec la complicité, le "consentement volontaire" de ses victimes: sans sombrer dans un certain romantisme nauséabond, béat, facile et inutile, on peut affirmer qu'il n'y a pas de pire, qu'il ne peut y avoir de pire système: quand les victimes ne se révoltent plus, il n'y a guère d'espoir.

Une telle générosité ne suffit pas: quel espoir devait animer Marcuse: persévérer en la voie qu'il s'était fixée, continuellement nous rappeler les obstacles qui ne cessent de s'ajouter les uns aux autres, rendant ainsi aléatoire, on ne peut plus, la libération tant souhaitée, tant espérée, voilà qui exige plus que du courage: une volonté sans pareille, un espoir s'embrasant à peu.

Autant Marcuse fut lucide - je n'en veux pour preuve que ces exemples: il traite sans ménagement la classe ouvrière, actuellement conformiste; il se garde bien de promettre, encore moins de prédire,

l'avènement du communisme, fidèle en cela au réalisme et à l'aspect scientifique du matérialisme historique; il souligne sans faux-fuyant l'alternative: la libération, le socialisme, ou: le fascisme - dans ses analyses, autant il le fut par rapport à ses instruments, par rapport à son instrument d'analyse privilégié, soit: la théorie marxiste. Il s'en est servi non pas aveuglément, dogmatiquement, ce qui rabaisse le matérialisme historique au niveau d'une quelconque idéologie, et maints ignares tentent de ce faire, mais, au contraire, comme Marx l'avait souhaité: pour comprendre ce qui est afin d'être en mesure de le rectifier, de le modifier, de le révolutionner au nom de la dignité humaine et d'un avenir meilleur. Ce faisant, Marcuse n'a pas eu peur d'ébranler certaines orthodoxies qui caricaturent le marxisme et l'empêchent de remplir adéquatement son rôle; s'il l'a fait, c'est à la suite d'une rigoureuse confrontation entre la théorie et les faits, celle-ci devant s'alimenter à ceux-ci: à partir de cette confrontation, Marcuse, même si je ne suis pas toujours d'accord, a apporté des critiques, a rectifié la théorie marxiste, instrument de libération des masses et dont la tâche, je me répète à dessein, est de comprendre en vue de transformer.

Néanmoins, il y a des reproches, des critiques qu'on peut lui faire et qui concernent directement les bases mêmes de sa théorie, ses fondements. Je me bornerai à souligner les principaux, leur donnant la forme d'interrogations.

Ainsi, pose des problèmes sa thèse selon laquelle l'abondance requise pour fonder le communisme est à l'heure actuelle accessible: ne serait-il pas plus juste de dire que cette abondance, du fait, comme nous l'avons vu, qu'elle repose sur l'impérialisme, sur l'exploitation sauvage du Tiers-Monde, n'existe que dans les métropoles? Si oui, et advenant qu'un mouvement de libération mette fin à cette situation, n'assisterions-nous pas, à divers degrés, à la pénurie et/ou la privation généralisée(s)? Dans cette éventualité, l'instauration du socialisme, du communisme serait-elle alors possible? Il semble que non, puisque sa présupposition soit l'abondance.

A ce point de vue, il est ce qui me semble être une contradiction majeure chez Marcuse: si un haut niveau de productivité est atteint à l'heure actuelle, c'est que les individus se soumettent à une compétition épuisante, exténuante: dans l'éventualité, suite à une subversion dans la sphère des besoins, que la réalité soit fondée sur un autre principe, pourrions-nous maintenir le même niveau de productivité? Je crois que non: l'emploi de la science et de la technique, le niveau de productivité qu'elles permettent d'atteindre, sont indissociables, de l'aveu même de Marcuse, des principes, des valeurs qui les sous-tendent.

A propos, justement, de cette subversion dans la sphère des besoins, on ne peut plus indispensable selon Marcuse, une objection peut être posée: est-il si sûr que l'on puisse révolutionner la sphère des besoins? Ne serions-nous pas tout au plus capables de la modifier, de la "réformer"? La possibilité, étudiée antérieurement, que les masses deviennent fascistes ne trouve-t-elle pas son fondement dans ces besoins, ce qui est fort positivement probant? Autrement dit, peut-on remplacer radicalement, totalement des besoins vitaux par d'autres, et ce, sur une aussi grande échelle et compte tenu des difficultés rencontrées? Encore ici, je crois que non.

Marcuse a eu raison, grandement, de souligner le haut niveau d'intégration des masses métropolitaines, niveau d'intégration qui l'a poussé, ce me semble, à des ambiguïtés lorsqu'il a analysé les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière: d'une part, il a mis l'accent sur le fait que la classe ouvrière n'a plus l'unité des qualités requises pour être révolutionnaire, ce qui me semble discutable au niveau d'une analyse de la structure sociale; d'autre part, il n'en affirma pas moins qu'elle n'a pas perdu son rôle historique dans la transformation radicale de la société, donc que structurellement elle seule peut faire la révolution; d'où les questions suivantes: a) si la classe ouvrière n'a pas perdu son rôle historique, pourquoi, alors, nous entretenir d'un nouveau Sujet historique? b) pourquoi attacher autant d'importance à la Nouvelle-Gauche, qui est coupée des masses et dans l'impossibilité de modifier radicalement notre situation, de la révolutionner? c) n'a-t-il pas eu tort d'espérer que la Nouvelle-Gauche puisse favoriser le nécessaire et préalable affaiblissement des métropoles pour que le mouvement révolutionnaire du Tiers-Monde puisse réussir, et ce, du fait de l'autonomie des masses métropolitaines?

D'ailleurs, et sans entrer dans un psychologisme de mauvais aloi, cette quête incessante d'agents de libération nouveaux ne relevait-elle pas d'un désespoir face à l'inertie des masses, les seules qui puissent structurellement subvertir la situation, et leur tendance fasciste? Il me semble que ces considérations ne sont pas à dédaigner: l'impatience et le prurit de Marcuse eurent été légitimes, quoique sans avenir.

NOTES

- 1) La fin de l'utopie, Editions du Seuil, 1968, Coll. Combats, débat, p. 65.
- 2) Disons-le immédiatement: selon Marcuse, les sociétés capitalistes et socialistes avancées sont fondamentalement identiques, forment un "continuum répressif", et ce, parce que la "reconstruction socialiste est liée au progrès capitaliste" (Contre-Révolution et Révolte, Editions du Seuil, 1973, Coll. Combats, p. 11): "la coexistence et la compétition avec l'ouest engendrent des valeurs, des aspirations, dont le modèle n'est autre que le niveau de vie américain" (Vers la libération, Editions de Minuit, 1969, Denoel/Gonthier, Bibliothèque Médiations, no 71, pp. 7-8), niveau de vie accessible à l'intérieur d'un système répressif. Il est donc aisé de comprendre pourquoi Marcuse rejette ces sociétés au nom d'un socialisme à venir authentiquement humain.
- 3) Je dis bien: une, car il en est une autre, indissociable de celle-ci parce que tout aussi nécessaire, soit: l'abolition de la division du travail, division du travail qui génère, qui secrète les classes: oublier cela, c'est grever d'un haut coefficient d'improbabilité la création d'une société communiste. Lénine, d'ailleurs, en une autre de ses formules percutantes, résumait ces présupposés ainsi: "Le

communisme, c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification de tout le pays" (Oeuvres complètes, Tome 31, p. 435).

- 4) Marx s'est servi de ce précepte saint-simoniste pour qualifier l'économie communiste. Cf. Critique du Programme du Parti Ouvrier Allemand.
- 5) Anti-Dühring, Editions Sociales, Paris, 1973, p. 318.
- 6) Manifeste Communiste, in: Oeuvres Complètes de Marx, Tome I, Editions Gallimard, 1965, Coll. La Pléiade, p. 163. Pour la justification de cette thèse, voir le chapitre I (Bourgeois et Proletaires) de cet ouvrage.
- 7) Engels, Anti-Dühring, p. 318.
- 8) Contre-Révolution et Révolte, p. 12.
A noter que c'est du fait de cette exigence d'un haut niveau de productivité que Marcuse a rejeté les hippies et les mouvements écologiques.
- 9) Vers la libération, p. 49.
- 10) Ibidem, pp. 98-99.
- 11) Le Capital, 2ième section, Oeuvres Complètes, Tome I, p. 720 (souligné par moi).
- 12) Vers la libération, p. 28.
- 13) Ibidem, p. 29 (souligné par moi). Voir aussi Contre-Révolution et Révolte, p. 85. Il est important, primordial de ne pas perdre de vue la remarque suivante de Marcuse: "'biologique", "biologie", ne font pas ici référence à la discipline scientifique de ce nom; je m'en sers pour qualifier la dimension et le processus suivant lesquels des penchants, des types de comportement, des aspirations deviennent des besoins vitaux, dont l'insatisfaction entraînerait un dysfonctionnement de l'organisme.(...) Si l'on définit les besoins biologiques comme ceux dont la satisfaction est absolument nécessaire et ne se satisfait d'aucun substitut, certains besoins culturels peuvent "s'enfoncer" dans la biologie de l'homme. On pourrait alors parler, par exemple, du besoin biologique de liberté (...)" (Vers la libération, p. 27, note au bas de la page).
- 14) Ibidem, p. 28.
- 15) Ibidem, p. 16.
- 16) L'homme unidimensionnel, Editions de Minuit, 1968, Coll. Points, no 4, p. 311.
- 17) Vers la libération, p. 37. Voir aussi pp. 105-106.
A la page 41 de Contre-Révolution et Révolte, Marcuse nous donne "un vrai récit d'épouvante" fort révélateur de la situation qui prévaut.

- 18) Ibidem, pp. 21-22.
- 19) Ibidem, p. 31.
- 20) Ibidem, p. 32.
- 21) Ibidem, p. 29 (souligné par moi). Voir aussi p. 37.
Et ailleurs: "Qu'une conscience non-révolutionnaire - ou plutôt anti-révolutionnaire - prévaut dans la majorité de la classe ouvrière, cela saute aux yeux". Contre-Révolution et Révolte, p. 15.
- 22) Vers la libération, p. 38.
- 23) Il est un fait indéniable, en Amérique du Nord tout au moins, la classe ouvrière, hormis l'infime fraction évoluant dans les secteurs dits retardataires de l'économie, i.e.: textiles, chaussures, etc., du fait de l'impérialisme qui permet de distribuer un haut pourcentage de surprofit aux travailleurs, est dans sa quasi totalité une aristocratie ouvrière, n'en déplaise à certains "marxistes" qui n'ont guère lu, encore moins compris, Marx, Engels et Lénine.
- 24) Ibidem, p. 35. Autre fait évident: les grandes centrales américaines sont globalement, i.e. dans leur prise de position économique, politique et idéologique, réactionnaires, tout au plus réformistes.
- 25) Cette qualité, on se doit de le souligner, n'a jamais été considérée par les marxistes comme essentielle pour conférer au prolétariat son rôle révolutionnaire: si celui-ci (ou: la classe ouvrière) est révolutionnaire, c'est qu'il est le seul susceptible, au sein du mode de production capitaliste et nonobstant son pourcentage de la population, d'entraîner et de diriger les autres classes et/ou fractions de classes dans un processus révolutionnaire.
- 26) Contre-Révolution et Révolte, p. 58.
- 27) Vers la libération, p. 39.
- 28) Ibidem, pp. 38-39. Voir aussi p. 28.
- 29) Ibidem, p. 43.
- 30) Ibidem. Voir aussi pp. 162ss.
- 31) Ibidem, p. 102.
- 32) L'homme unidimensionnel, p. 311.
- 33) Ibidem (souligné par moi).
- 34) "Suivant les termes cyniques du système, une grande partie de cette population est "surnuméraire", c'est-à-dire qu'elle ne contribue pas de façon essentielle à la productivité du système". Vers la libération, p. 112.

- 35) Vers la libération, p. 110.
- 36) "Le mouvement étudiant" - ce terme est déjà en lui-même idéologique et dérogatoire: il dissimule le fait que le mouvement est activement appuyé par de nombreux membres plus âgés de l'intelligentsia, et par d'importantes fractions de la population non étudiante". Vers la libération, p. 114.
- 37) "(...) elle (l'opposition) tend à concentrer toute l'action politique radicale dans des minorités actives, essentiellement issues de la jeune intelligentsia des classes moyennes et de la population des ghettos". Vers la libération, p. 99.
- 38) Ibidem, p. 100.
- 39) "(...) l'intelligentsia est évidemment coupée des classes moyennes, comme la population des ghettos est coupée des organisations ouvrières". Vers la libération, p. 100. Et à la page 147: "(...) la révolte apparaît comme une révolte totale, radicale, mais ce radicalisme ne se fonde sur aucun appui de masse".
- 40) Ibidem, p. 42. Il va de soi que cette remarque vaut pour le mouvement noir.
- 41) Ibidem.
- 42) Ibidem, p. 40. Voir aussi pp. 124ss.
- 43) Ibidem, p. 105.
- 44) Nous verrons pourquoi plus loin.
- 45) Ibidem, p. 149.
- 46) Contre-Révolution et Révolte, p. 12. Et encore, à la page 13: "Il n'y a pas lieu de s'étonner que les gens soient peu réceptifs, si ce n'est franchement hostiles, au socialisme, partout où la technocratie capitaliste maintient encore un niveau de vie relativement élevé". Voir aussi Vers la libération, p. 127.
- 47) Vers la libération, p. 150.
- 48) Cf. Marx, avant-propos de la Critique de l'Economie Politique.
- 49) Lénine, "La faillite de la IIIème Internationale", in: Oeuvres Complètes, Tome 21, pp. 216-217.
- 50) Vers la libération, pp. 108-109.
- 51) Ibidem, p. 150.
- 52) Ibidem, p. 109.
- 53) Ibidem, p. 150 (souligné par moi).

- 54) Ibidem, pp. 150-151.
- 55) Ibidem, p. 150 (souligné par moi).
- 56) Ce qui suppose une dégradation dans leurs conditions d'existence: le facteur subjectif (politisation, prise de conscience, etc.) ne peut être - il s'agit là d'une possibilité - que si les conditions objectives sont là, le permettent.
- 57) Ibidem, pp. 151-152.
- 58) Op.cit.
- 59) Voir les exemples "hallucinants" donnés par Marcuse, entr'autres endroits dans Contre-Révolution et Révolte, pp. 41ss.
- 60) Contre-Révolution et Révolte, p. 40 (souligné par moi).

Allan Murphy
 Etudiant (doctorat en philosophie)
 Université du Québec à Trois-Rivières.

Informati

- no 1

- no 2

- no 4

Documents

- Ayoub,

- Chabot,

- Chabot,

- Desbiers,

- Gagnon,

- Gagnon,

- Legault,

- Legault,

- Morin,

- Mullett,

INDEX DU VOLUME V DU
BULLETIN DE LA S.P.Q.
(1979)

Informations

- no 1 (Mai 1979) : pp. 5-19
- no 2 (Septembre 1979) : pp. 4-24
- no 4 (Décembre 1979) : pp. 4-35

Documents

- Ayoub, Josiane: "Rapport des activités du C.E.P.H.", no 2 (sept. 1979), pp. 34-35.
- Chabot, Marc: "Rapport de l'archiviste-adjoint", no 2 (sept. 1979), pp. 38-40.
- Chabot, Marc: "L'affaire 'Les Fées ont soif': bibliographie", no 2 (sept. 1979), pp. 41-58.
- Desbiens, Jean-Paul: "Le rôle des coordonnateurs dans l'enseignement collégial", no 4 (déc. 1979), pp. 40-47
- Gagnon, Claude: "Rapport du service des archives", no 2 (sept. 1979), pp. 36-37.
- Gagnon, Claude et Denise Pelletier: "Répertoire des thèses de doctorat en philosophie soutenues dans les Universités du Québec des origines à 1978", no 3 (nov. 1979) (au complet).
- Legault, Georges: "Rapport du président de la S.P.Q.: 1978-79", no 2 (sept. 1979), pp. 29-30.
- Legault, Georges: "Lettre du président de la S.P.Q. au Ministre de l'Éducation", no 4 (déc. 1979), pp. 37-38
- Morin, Jacques-Yvan: "Lettre du ministre de l'éducation au président de la S.P.Q.", no 4 (déc. 1979), p. 39
- Mullett, Sheila: "Bilan financier de la Société de Philosophie du Québec. Année 1978", no 2 (sept. 1979), pp. 31-33.

- Ruelland, Jacques G.: "Procès-verbal de l'Assemblée générale de la Société de Philosophie du Québec, tenue le 10 mai 1979", no 2 (sept. 1979), pp. 25-28.

Dossiers

- "Discours locaux sur la philosophie au Collège Edouard-Montpetit", no 2 (sept. 1979), pp. 59-66:
 - Présentation (par C. Gagnon), p. 59
 - Belzile, Jean-François: "Question de logique, quoi", pp. 60-61
 - Guertin, Ghislaine et als: "Des professeurs de philo répondent à J.F. Belzile", pp. 62-64
 - Chabot, Bernard et Alain Mongeau: "Un grand ménage s'impose...: dépoussiérons la philo", pp. 65-66
- "Dossier Saint-Jean-sur-Richelieu", no 1 (mai 1979), pp. 20-51:
 - Présentation (par C. Panaccio), p. 20
 - Nadeau, Robert: "L'évaluation des enseignants, problème juridique, syndical, politique et philosophique. Un cas exemplaire au cégep Saint-Jean-sur-Richelieu", pp. 21-33
 - "Rapport du service des enquêtes de la commission des droits de la personne", pp. 34-36
 - "Résolution COM-79-8.1.2 de la commission des droits de la personne", pp. 37-39
 - Bissonnette, Lise: "Un verdict mérité", pp. 40-41
 - Larose, Roger: "Exposé au conseil d'administration du cégep de Saint-Jean", pp. 42-45
 - XXX: "Syndicalisme, marxisme et droits fondamentaux", pp. 46-51

Contributions

- Ayoub, Josiane: "A propos de la loi no 24 sur le Conseil des collèges", no 4 (déc. 1979), pp. 48-51
- Gagnon, Maurice: "Hommage à Jean Goulet", no 1 (mai 1979), pp. 60-61

- Gauthier, Gilles: "Le programme de bourses de l'Enseignement supérieur du ministère de l'Éducation du Québec dans le domaine de la philosophie", no 1 (mai 1979), pp. 52-59
- Hébert, Robert: "Philosophies, nationalités: pour un traitement géotopique", no 4 (déc. 1979), pp. 52-56
- Murphy, Allan: "Hommage à Herbert Marcuse", no 4 (déc. 1979), pp. 57-74
- Nadeau, Robert: "Philosophie et formation fondamentale à Harvard", no 2 (sept. 1979), pp. 72-76
- Panaccio, Claude: "Le Livre vert sur la recherche scientifique. Présentation", no 2 (sept. 1979), pp. 67-71



Adresser les manuscrits soumis pour publication, ainsi que toute correspondance relative au Bulletin à :

Claude Panaccio,
Bulletin de la S.P.Q.,
a/s Département de philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières,
C.P. 500,
Trois-Rivières.
G9A 5H7



